

Janvier - Juin 1977

LE MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste



N° 229 — JANVIER 1977 — Prix : 4 F

FACE
A LA CRISE



Il n'existe
**PAS DE SOLUTION POLITIQUE
POSSIBLE :**
POURQUOI ?

LES POLITICIENS
AU TRAVAIL :

CE QUE
VEUT
CHIRAC

VIOL :

LE VRAI
PROBLÈME

POUR L'HEBDO :
LA CAMPAGNE
CONTINUE !

C.F.D.T.
LA CHASSE AUX
SORCIÈRES

FP 2520

activités de la fédération anarchiste

Colloques-débats du Groupe Libéraire Louise Michel chaque samedi, à partir de 17 h 30, au local du groupe, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (Métro : Blanche ou Abbesses) :

Samedi 8 janvier : Les coopératives ouvrières, par Hervé.

Samedi 15 janvier : Les perspectives du mouvement libéraire en 1977, par Wally.

Samedi 22 janvier : Le chômage, par Gérard.

Samedi 29 janvier : Le droit au travail, par Roland.

Samedi 5 février : Le cinéma, nouvel opium du peuple ? par Claude.

Le Groupe Anarchiste Emma Goldman (75011 Paris) assure une vente militante du Monde Libéraire :

— les premier et troisième dimanches du mois, le matin, rue d'Aligre (marché) ;

— le deuxième dimanche du mois, le matin, boulevard Richard-Lenoir (marché) ;

— tous les mercredis soirs, Gare de Lyon.

Le Groupe Libéraire La-Boétie organise, le mercredi 12 janvier, à 20 h 30, Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, une réunion-débat sur le thème :

La drogue

Et le mercredi 26 janvier (même lieu, même heure) une réunion-débat sur le thème :

La pédagogie libéraire

Le Groupe 1^{er} Mai (Annecy) organise, le jeudi 27 janvier, à 20 heures, salle de la Résistance, Annecy, une réunion-débat sur le thème :

La pilule ou la bombe avec la participation de Maurice Laisant

Le Groupe Libéraire Louise Michel organise, le vendredi 15 janvier, à 20 h 30, en son local, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, une conférence-débat sur le thème :

Le mouvement anarchiste international

LE HAVRE
Groupe Jules Durand
Vente à la criée du Monde Libéraire tous les samedis après-midi, à partir de 16 heures, place Thiers, face à la Bijouterie Milliaud.

Le Groupe anarchiste D'AULNAY-SEVRAN assure une vente militante du Monde Libéraire :

— les premier et troisième dimanches du mois, le matin, au marché de Blanc-Mesnil ;

— les premier et deuxième dimanches du mois, le matin, au marché d'Aulnay-sous-Bois.

Lisez, diffusez
LA RUE
Revue du Groupe Libéraire Louise-Michel

Le Groupe Libéraire FRESNES-ANTONY organise, le vendredi 14 janvier, à 20 h 30
A la Salle de la Bourse, 27, bd des Alliés, Choisy-le-Roi (Bus 396 et gare S.N.C.F.), une réunion-débat sur le thème :
MICHEL BAKOUNINE ET L'ANARCHIE

NORD
DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE MALATESTA

Vente à la criée du Monde Libéraire :

— le premier dimanche du mois, à Colombes (Mairie) et à Asnières (Mairie) ;

— le deuxième dimanche du mois, à Asnières (4-Routes) et à Gennevilliers (Mairie) ;

— le troisième dimanche du mois, à Clichy (Mairie) et à Levallois (marché).

Vient de paraître aux éditions du « Monde Libéraire » :
LA PILULE OU LA BOMBE par Maurice LAISANT
En vente à Publico - Prix 21 F

Le directeur de la publication Maurice Laisant
Imprimerie Néo-Typo
20, rue Gambetta
25000 Besançon
Diffusion S.A.E.M.
Transports Presse
Dépôt légal 44149
1^{er} trimestre 1977

COMMUNIQUÉ

Ouskoui et Tabkiri, les deux militants iraniens inculpés à la suite de l'attentat contre un membre de la police politique iranienne (la Savak) sont toujours en prison. Quatre de leurs camarades expulsés pour les mêmes raisons sont toujours interdits de séjour en France. Prenant prétexte de cet attentat, les sbires de Ponia-towski en ont largement profité pour perquisitionner chez les étudiants iraniens et remettre à jour leurs fichiers.

La Fédération Anarchiste dénonce le fait que des opposants au régime iranien actuel servent de caution pour contester un client « fabuleux » et demande, devant la minceur des dossiers et le manque de preuves à l'égard des inculpés, la libération des deux iraniens emprisonnés et la levée des mesures d'expulsion.

FEDERATION ANARCHISTE.

En vente au C.A.P. franco de port de Serge LIVROZET :

— De la prison à la révolte, 29 F (essai).
— Diego, 22 F (roman).
— La rage des murs, 29 F (roman).

Adressez les chèques au nom du C.A.P. (C.C.P. 34.036-73 La Source) en précisant le titre du livre.

EN VENTE A PUBLICO :

— La Première Internationale (Recueil de documents) Tomes I et II : 227,70 F Tomes III et IV : 310,50 F
— Etudes et documents sur la Première Internationale en Suisse. Le volume : 53,80 F.

En vente dans de nombreux kiosques, marchands de journaux et dans toutes les grandes gares demandez, exigez
Le Monde libéraire

groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librerie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN
OYONNAX. Groupe Libéraire.

BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY
Groupe Anarchiste.

ALPES-MARITIMES
NICE
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE
Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE
SALON-DE-PROVENCE. Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME
SAINTES
Groupe Libéraire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE
Groupe d'action libéraire.

CHER
VIERZON. Liaison F.A.

COTES-DU-NORD
GUINGAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANCON.
Groupe Libéraire Proudhon

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Liaison F.A.

GIRONDE
BORDEAUX.
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

Le groupe Sébastien-Faure tient une permanence à son siège, 7, rue du

Muguet, tous les mercredis et samedis, de 16 heures à 18 heures.

LIBOURNE. Groupe Libéraire.

Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HERAULT
MONTPELLIER. Groupe Libéraire.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES. Groupe Libéraire.

INDRE-ET-LOIRE
TOURS. Groupe Tourangeau.

CHINON. Liaison F.A.

ISERE
BOURGAIN. Groupe d'Intervention Anarchiste.

GRENOBLE. Liaison F.A.

JURA
DOLE. Groupe Dolois.

LONS-LE-SAUNIER. Liaison F.A.

LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES.
Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piou 194, rue Jouaud, 44400 Reze.

Liaison F.A.

LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
VENDOME. Groupe F.A.

BLOIS. Liaison F.A.

LOT-ET-GARONNE
AGEN - FUMEL.
Groupe Increvable Anarchie.

Edite « L'Increvable Anarchie ».

MAINE-ET-LOIRE
ANGERS. Liaison F.A.

DURTAL. Liaison F.A.

MAYENNE
Groupe Anarchiste Mayennais.

MORBIHAN
VANNES. Liaison F.A.

LORIENT. Groupe Anarchiste.

MOSELLE
PHALSBURG. Liaison F.A.

NIEVRE
NEVERS. Groupe F.A.

NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza

DOUAI. Groupe Anarchiste.

PAS-DE-CALAIS
BETHUNE. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Libéraire La Cécilla.

PYRENEES-ORIENTALES
PERPIGNAN. Groupe Bakounine.

Edite « Le Révolté ».

Local : 2, rue du Cimetière, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE
LYON. Groupe Louis Lecoin.

SARTHE
CHATEAU-DU-LOIR. Liaison F.A.

SAVOIE (HAUTE)
ANNECY. Groupe Anarchiste

1^{er} Mai.

SEINE-MARITIME
LE HAVRE. Groupe Jules Durand.

Permanences (16, rue Jules-Tellier, dans les locaux du C.E.S.) : le lundi de 14 à 19 h ; le mercredi de 18 h à 21 h ; le samedi de 18 h à 21 h.

BOLBEC - LILLEBONNE.
Groupe Libéraire.

ROUEN. Groupe Libéraire Delgado-Granados.

SEINE-ET-MARNE
OTHIS - DAMARTIN - STUR.
Liaison Seine-et-Marne Nord.

VAR
TOULON. Groupe Libéraire.

PIERREFEU - CUERS.
Liaison F.A.

Pour tous contacts :
Groupe de Toulon.

VENDEE
LES SABLES-D'OLONNE.
Liaison F.A.

VIENNE (HAUTE)
LIMOGES. Groupe F.A.

YONNE
TONNERRE. Liaison F.A.

PARIS
LIAISON DES POSTIERS.
Edite « Gestion Directe ».

GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE

ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

2^e et 11^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLDMAN - Contact Publico.

5^e, 13^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB

13^e, 15^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL.

19^e arrondissement
GROUPE ANARCHISTE

10^e, 20^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE VOLINE -

BANLIEUE SUD
GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.

GROUPE BAKOUNINE - Vanves - Malakoff - Montrouge.

GROUPE ANARCHISTE - Massy-Palaiseau.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy Liaison Seine-et-Marne

GROUPE F. PELLOUTIER - Corbeil-Essonnes.

GROUPE ANARCHISTE - Bagneux-Vanves.

GROUPE ANARCHISTE LORION - Savigny-sur-Orge.

BANLIEUE EST
GAGNY - NEUILLY-SUR-MARNE
Groupe anarchiste Sacco-Vanzetti.

BANLIEUE NORD
GROUPE ANARCHISTE - Aulnay - Sevran.

NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE MALATESTA
Prend contact avec les sympathisants le deuxième mercredi de chaque mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.

ASNIERES
GROUPE LA-BOETIE
Se réunit les 2^e et 4^e mercredis du mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.

SOMMAIRE

N° 229

JANVIER 1977

pages

EDITO

— Léonid Pinochet 3

EN DEHORS DES CLOUS

— En attendant l'Homme de Cro-Magnon 4

par P.-V. Berthier

— Humanisation mon c... 4

par Bernard Lanza

— Ce « dieu » prétexte 4

par Paul Mauget

POUR L'HEBDO

— Amis lecteurs 5

par les Administrateurs

VOIR CLAIR ET PARLER NET

— Les dindons de la farce 6

par Morisco

ACTUALITE SYNDICALE

— C. F. D. T. : la chasse aux sorcières 7

par Pierre Gorbigne

— La C. F. D. T. entre deux chaises 7

par L. B.

— Unité ouvrière... Laquelle ? 7

par B. L.

ACTUALITE SOCIALE ET POLITIQUE

— « Ils » ne sortiront pas de « leur » crise 8

par Maurice Joyeux

— Création du R. P. R., le rassemblement pour la

réaction 9

par le Groupe libertaire Fresnes-Antony

DOSSIERS NOIRS

— Echos de la violence 10

par Philippe de Tonnerre

DANS LE MONDE

— Informations Internationales 11

ECHO DES LUTTES SOCIALES

— Ici on expulse, on mure, on exploite 12

par le Groupe libertaire E.-Goldman

— Procès du nucléaire à Bordeaux 12

par G. Bernard et A. Moizeau

ETUDE

— Contre le viol 13

par Dominique et J.-C. Devinck

ON EN PARLE

— A propos d'Henri Tachan 14

par Jean Roche

— Le douzième Brassens 14

par J.-F. Stas

— Poésie 14

par G. Piou

LITTERATURE

— Le livre du mois 15

par Maurice Joyeux

PROSPECTIVES

— Pour l'égalité 16

par Roland Bosdeveix

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :
6 numéros 20 F
12 numéros 40 F
Sous pli fermé :
6 numéros 30 F
12 numéros 60 F

Etranger :
6 numéros 30 F
12 numéros 60 F
Par avion :
6 numéros 39 F
12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Code postal :

A partir du numéro Inklus

- Abonnement
- Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

- Chèque postal
- Chèque bancaire
- Mandat-Lettre

Pour tout changement d'adresse joindre la dernière bande et un franc en timbres.

...Editorial

LÉONID PINOCHET

Comme les pigeons de la fable, les partis communistes français et russe s'aimaient naguère d'amour tendre. Cela continue !

Séduits par le chant des sirènes aux couleurs de la France, les pigeons semblent bien être aujourd'hui ceux qui « enregistrent avec satisfaction » les déclarations « indignées » des larbins zélés du bolchevisme, les Marchais, les Kanapa, ceux-là mêmes qu'on entendait, jadis, avec plus de voix, chanter les hautes vertus du stalinisme.

Deux événements d'importance ont secoué, au cours de décembre, le communisme officiel, celui du marxisme mis en pratique : le passage à la télévision du film « l'Aveu » et l'échange Boukovski-Corvalan.

Programmer un film sur les procès de Prague peu avant les élections au niveau national ne pouvait que déclencher la colère du P. C. F. qui voit là un odieux coup bas de la droite et trouve que c'est lui faire beaucoup de misères. Même si cela est, il y a beau temps que le jeu politique a fait le bonheur des crapules et le Parti communiste au sein duquel la calomnie et le mensonge ont été élevées dans ses hautes sphères à la hauteur des vertus les plus nobles, n'échappe pas à la règle. Il faut avoir vu ce soir-là l'incroyable prestation du représentant du Parti communiste, répondant avec ce cynisme que seul Duclos pouvait déployer, pour s'en convaincre.

Plus révélateur est le second événement : l'échange Boukovski-Corvalan. Tout d'abord, nulle trace des protestations adressées par le P. C. F. au parti frère qui, après l'O. R. T. F., assène à celui-ci un second coup bas trois mois avant les municipales. L'échange aurait pu se faire en avril, après les élections, car on est pas, à Moscou, à quatre mois d'internement près. Au-delà, cependant, des petits déboires électoraux que se prépare peut-être à subir le Parti communiste, cet événement démontre, s'il en était besoin, le parallèle de deux formes sociales, entièrement brutales, qu'on continue ici pour les besoins d'une cause inavouable à opposer dans un mensonge permanent alors que leur similitude se fait de plus en plus éclatante.

Dénoncer le fascisme aujourd'hui, ce n'est pas seulement braquer son regard vers les dictatures militaires de l'Amérique du Sud, c'est aussi montrer du doigt ces immenses camps de concentration que demeurent les pays de l'Est.

Dénoncer le fascisme, c'est montrer les méthodes qu'il utilise, c'est jeter bas les mots qui lui servent de camouflage. Entre les stades où l'on parque les ouvriers, les cadavres qui flottent au long des rivières, les camps de travail et l'anéantissement à petit feu d'intellectuels dissidents, il n'est pas de choix possible ! Chili ou U. R. S. S., ce sont là les deux faces d'une même médaille qu'il faut briser. Dénoncer le fascisme aujourd'hui, c'est balayer l'illusion qu'entretiennent les bavards sur la différence de ces régimes qui, au-dessus des amusements politiques, se retrouvent pour écraser les hommes. Dénoncer le fascisme aujourd'hui, c'est mettre fin au crime quotidien accompli au nom du peuple par ces régimes auxquels l'attribution de l'adjectif « socialiste » restera comme la grande mystification de l'Histoire.

QUAND ET COMMENT SE RENDRE A PUBLICO...

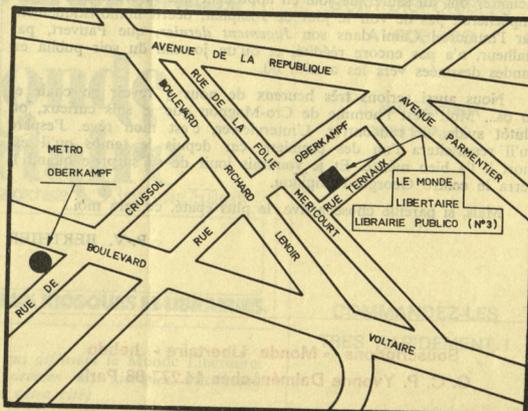
HEURES D'OUVERTURE

— du mardi au vendredi :
de 14 heures à 19 heures

— Le samedi :
de 10 heures à 19 heures

LIVRES
BROCHURES
DISQUES

A votre disposition



En dehors des clous...



En Attendant l'Homme de Cro-Magnon

La crémation des restes de Jean Gabin et l'immersion de ses cendres ayant fait naître, dit-on, quelque appréhension chez les croyants, un poste périphérique — qui semble d'ailleurs avoir pris les devants — s'est adressé à un expert en la matière, qui a prononcé de rassurants propos.

Non, a déclaré cet homme docte et pieux, l'Eglise n'est pas hostile à l'incinération, et c'est un préjugé de s'imaginer que celle-ci peut nuire à la résurrection : elle ne crée même aucune difficulté. Notre corps, certes, ressuscitera, mais jamais les gens qui font autorité n'ont prétendu qu'il serait constitué, moléculairement et atomiquement, des mêmes particules organiques. Nul théologien sérieux (et tout le sont, je présume) n'en a, paraît-il, émis fût-ce l'hypothèse.

Il est doux d'apprendre qu'il existe en un tel domaine des personnes instruites, des esprits informés, bref : des lumières. Les instituts catholiques doivent posséder sans doute des laboratoires bien au point, des observatoires supérieurement équipés, pour produire de si grands cerveaux distillant une si belle science.

Une chose, pourtant, me chiffonne, une objection déjà soulevée autrefois par Voltaire : à quel âge ressusciterons-nous ?

**

Lorsqu'en un matin triomphant,
Près du céleste antiphonaire,
Dieu, ce révolutionnaire,
Embouchera son olifant,

Renaîtrai-je petit enfant
Ou vieillard valétudinaire ?
Aurai-je mon nez ordinaire
Ou quelque trompe d'éléphant ?

Recouvrerai-je, au jour suprême,
Même tête sur même corps,
Et, sur pareils pieds, pareils cors ?

Aurai-je une « vigueur » extrême
Et battraï-je au lit des records ?
Me reconnaitrai-je moi-même ?

**

Retrouverai-je mon fils à trois mois, à cinq ans, à trente ? Ou tel que l'aura rendu la longue vieillesse que je lui souhaite ? Et ma femme ? Dieu me la rendra-t-il chenu, ridé et rabougri, comme il se pourrait qu'elle devint avec l'âge, ou lui restituera-t-il la splendeur de ses vingt ans afin de mieux répondre à mes jeunes exaltations soudain réincarnées ?

A notre époque, la solution de tous les problèmes exige une exactitude au micron. Aussi les annonceurs de la résurrection générale ne peuvent-ils éluder ces questions graves. Théologiens, à vos postes (périphériques) ! Nous écoutons vos démonstrations... et vos preuves.

Quoi qu'il en soit, ceux des croyants qui projettent de se faire incinérer ont dû sauter de joie en apprenant que la crémation ne les empêcherait pas de voir le jour de Josaphat, décrit humoristiquement par l'immortel Cami dans son *Jugement dernier*, que Pauvert, par malheur, n'a pas encore réédité, et qu'un journal du soir publiera en bandes dessinées vers les années 60.

Nous aussi serions très heureux de nous y revoir en chair et en os... Moi, c'est l'homme de Cro-Magnon que je suis curieux, ou plutôt avide, de rencontrer. L'interviewer, c'est mon rêve. J'espère qu'il ressuscitera l'un des premiers, car depuis le temps qu'il est mort il l'a bien mérité. Et je voudrais jouir de sa surprise quand il verra le centre Georges-Pompidou.

Mais, si pareille chose arrive, le plus épaté, ce sera moi...

P.-V. BERTHIER

Souscriptions « Monde Libertaire » hebdo
C. C. P. Yvonne Dalménèches 14.277-86 Paris

HUMANISATION MON C...

Mme Simone Veil est assez souvent considérée par les « bons » citoyens de ce pays, même s'ils appartiennent au camp de ceux qui votent « à gauche », comme un ministre à part, une femme énergique et prodigue d'idées généreuses et d'intentions louables. Elle s'est forgé en partie cette flatteuse réputation en insistant adroitement, à chacune de ses interventions publiques, sur ce qu'elle appelle pompeusement l'« humanisation » des hôpitaux, formule qui se traduit surtout jusqu'ici (et nous ne le désavouons certes pas !) par une accélération de la suppression des salles communes ou de plus de quatre lits, et aussi par un accroissement du nombre des places dans les écoles de formation d'infirmières.

Mais nous savons que tout le bruit entretenu autour de cette prétendue « humanisation » ne peut que faire sourire — amèrement — tous ceux qui connaissent réellement et qui vivent quotidiennement la situation sociale du personnel hospitalier, et en particulier des agents de service, aide-soignants ou aides-ouvriers, autrement dit ceux qui se trouvent au bas de l'échelle hiérarchique.

Je ne reviendrai pas une nouvelle fois en détail sur la difficulté des conditions de travail, les horaires farfelus, les salaires dérisoires, les

brimades de la chiourme, la hiérarchie envahissante, étouffante ; je tiens surtout aujourd'hui à mettre l'accent sur les licenciements abusifs et déguisés qui ont cours depuis quelques mois dans les hôpitaux lyonnais (et je suis persuadé que ces exemples ne se réduisent pas à la seule ville de Lyon). Des agents de service, généralement, après quatre ou six ans d'un travail particulièrement ingrat et pénible, sont prévenus, à la suite d'une visite médicale, que le médecin de l'administration (ce larbin de l'Etat !) se refuse catégoriquement à leur nomination en qualité de stagiaires ou de titulaires, et que, par conséquent, cette inaptitude physique les contraindra à « cesser leurs fonctions ».

Les arguments les plus fréquemment avancés pour se débarrasser de ces agents auxiliaires devenus indésirables (compression de personnel, on sait ce que ça veut dire !) sont l'obésité ou l'état dépressif ; pourtant, ces raisons médicales invoquées ne semblaient pas, jusque-là, avoir constitué un obstacle insurmontable dans le travail de ces agents, souvent victimes d'accidents du travail, et dont ils ont gardé quelques séquelles.

Que penser, par exemple, du cas de cet homme, alcoolique guéri, et

qui se voit refuser sa titularisation (et donc renvoyé !) parce qu'il avait... suivi une cure de désintoxication.

A ce propos, le mouvement « Vie Libre » a écrit à Mme Veil : « Cette décision aberrante d'une administration rigide nous fait réagir avec violence, nous bénévoles au travail obscur : elle remet en cause l'insertion des buveurs guéris. C'est la porte ouverte aux rechutes, à la destruction d'un travail de longue haleine, de patience et d'amitié... ».

De tels drames humains devraient provoquer une réaction immédiate des syndicats ouvriers qui ont, hélas ! tendance à les passer sous silence, ou du moins bien après les revendications quantitatives ; ils ne sont pas non plus de nature à émouvoir le directeur adjoint des Hospices Civils de Lyon qui, à un journaliste désireux de connaître son avis sur ces mesures de renvoi, s'est contenté de répondre, avec un solide cynisme : « Si vous voulez vous occuper de tous les chiens écrasés, vous n'avez pas fini ». Edifiant, non ! Alors, chère Simone Veil, excusez ma franchise, mais votre humanisation... humanisation mon cul, comme aurait dit Zazie.

Bernard LANZA.

CE "DIEU" PRÉTEXTE

C'est un fait banal de rappeler ce que dit l'Eglise à propos de la politique. Selon ceux qui prétendent la représenter, l'Eglise ne fait pas de politique ! Que ce soit Martyr, Etchegaray, Riobot, Matagrin, Elsingger, Roguet, Lefebvre le rebelle ou le Pape, c'est la même litanie : nous ne faisons pas de politique. L'Eglise ne fait pas de politique !

Or tout s'inscrit en faux contre une telle assertion et cela ne date pas d'aujourd'hui. Déjà sous Constantin et Théodore II la religion chrétienne devint religion d'Etat à l'exclusion de toute autre. C'est aussi à dater de cette époque que les chrétiens, de persécutés devinrent des persécuteurs et le sont demeurés. C'est aussi à dater de cette époque que les souverains furent tenus d'en référer à l'Eglise quant à la conception du pouvoir et la rédaction des lois.

Toute la féodalité durant le Moyen Age, toutes les monarchies de Clovis à Louis XVI eurent leur abbé ou leur cardinal (Saint Eloi, Suger, Richelieu, Mazarin, Fleury...).

A la Révolution, qui se dressa contre la Convention ? Qui excita les Chouans dans la lutte contre la République ? Qu'étaient donc Sieyès et Talleyrand sinon des politiciens, des politiciens fourbes, retors et opportunistes ? Qui, sous la restauration, avec Charles X, fit voter la loi du sacrilège assortie de la peine de mort pour profanation des lieux et objets du culte ? Sous la III^e République, l'abbé Lemire n'était-il pas député ? Comme sous la IV^e et la V^e République l'abbé Laudrain, député gaulliste, réactionnaire et grande gueule ?

Que voyons-nous dans le monde, partout où la terreur et le fascisme s'instaurent ? Des curés, des évêques, des cardinaux avec leurs actions de grâce, leurs *Te Deum* à la gloire de toutes les dictatures. Dans le passé proche, l'Eglise appuya Mussolini en Italie, Franco en Espagne, Salazar au Portugal. Dans le présent c'est Pinochet au Chili et ses alter ego des pays de l'Amérique du Sud qui ont la faveur et les bénédictions de l'Eglise pour leur action politique. En Italie, l'Eglise

se et le Pape sont contre le divorce et la contraception, maintenant ainsi le malheur dans les familles et la femme en condition de reproductrice soumise. Au Liban, qui soutient les cacouilles-phalangistes dans la guerre civile que ceux-ci ont fomentée ?

Nous n'en finirions pas de dénoncer toutes les intrusions de l'Eglise dans la politique. C'est pourquoi nous disons que ces hommes qui prétendent à la pratique de la morale sont des fourbes et des faux-jetons réactionnaires. Le dieu dont ils parlent n'est que le prétexte qui permet l'immixtion de l'Eglise dans la politique. Partout où elle apparaît, cette Eglise, c'est la décomposition économico-sociale qui s'installe comme une vérole à réclive. Allons compagnons, ne tombons pas dans le piège où se sont fait prendre les partis de « gôche » avec la main tendue ou une solides tolérance. En face de cette hydre, il n'est qu'une seule position : la lutte sans compromis.

Paul MAUGET.

COMMUNIQUÉ

Alain Bonneaud, déserteur depuis février 1976, a été arrêté au cours d'un contrôle routier de gendarmerie aux environs de Toulouse. Il avait opté pour le refus total de l'institution « armée », à travers le refus plus global et radical de la société capitaliste, de ses institutions et de la militarisation progressive et inquiétante de la vie civile et du territoire.

Sa forme de lutte n'exclut pas, pour lui, la solidarité active aux autres types de lutte visant à abattre ces piliers du système que constituent l'armée et la défense nationale.

Un Comité de soutien s'est constitué à l'adresse suivante : Comité de soutien à A. Bonneaud, 30, rue Gatien-Arnoult, 31000 Toulouse.



librairie publico

3, rue ternaux, 75011 paris

805.34.08

c.c.p. 11 289-15 paris

Lisez le MONDE LIBERTAIRE



Pour une presse libre sociale révolutionnaire

journal de la
FEDERATION ANARCHISTE
en vente dans
les Kiosques

le MONDE LIBERTAIRE 3 rue Ternaux 75011 PARIS

A coller sur les lieux habituels d'affichage

LE **libertaire**

LE **libertaire**

LE **libertaire**

Organe de la Fédération Anarchiste

EN VENTE

ICI

LE **libertaire**

Organe de la Fédération Anarchiste

LE **libertaire**

LE **libertaire**

LE **libertaire**

A distribuer à tous les marchands de journaux vendant le Monde Libertaire pour qu'ils puissent l'apposer sur leur kiosque

AMIS LECTEURS

Comme promis, notre exposé sera ce mois-ci plus technique. Lorsque nous prétendions que le MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE était possible, certains restaient sceptiques. Ils ne peuvent plus l'être aujourd'hui ! La nécessité de changer la périodicité du Monde Libertaire a amené les plus combattifs d'entre nous à développer une dynamique à laquelle toute le monde se joint selon ses possibilités, avec la même volonté de voir notre journal acquérir une dimension nouvelle. Le crédit que le public accordera à nos idées, à notre mouvement, en dépend. L'hebdomadaire rendra présentes les propositions anarchistes dans toutes les luttes sociales. C'est ainsi, et avec en parallèle l'activité des groupes organisés de la Fédération Anarchiste dans ces luttes, que nous parviendrons à rendre possible l'Anarchie.

Nous avons engagé, dans cette campagne pour le MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE, des frais de publicité par l'affiche, nous avons augmenté le tirage et les frais d'impression comme ceux de distribution ont crû proportionnellement. Ces investissements seront bénéficiaires dans quelques mois seulement et entre-temps nous devons en faire d'autres pour que notre campagne continue son chemin. C'est votre aide qui nous le permettra. Cette aide s'est déjà fait sentir dans les ventes à la criée, comme nous vous le signalions le mois dernier, dans la souscription, dans les abonnements et très certainement aussi dans les ventes en kiosques que nous n'avons pu encore à ce jour apprécier.

Les moyens pour aider à la parution rapide du MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE sont les suivants :

L'affichage qui a une incidence sur les ventes à la criée, sur les ventes en kiosques et sur les abonnements. Dans cette page nous vous présentons trois affiches complémentaires avec des indications quant à leur destination respective.

La distribution ou la vente en kiosques que nous organisons parallèlement à l'affichage afin que d'éventuels lecteurs incités par l'affiche ne se détournent pas de nous parce que le Monde Libertaire est introuvable. Nous avons commencé notre effort dans les plus grandes villes. Ceux qui désirent nous aider doivent nous écrire.

L'abonnement qui constitue une réserve à partir de laquelle nous pouvons faire des prévisions et dont on pourra disposer si besoin est. C'est la raison pour laquelle l'abonnement est préférable à l'achat au numéro.

Les ventes à la criée qui, outre l'aspect publicitaire qu'elles présentent en faisant connaître notre journal à de nouvelles personnes, nous procurent une importante rentrée d'argent immédiate.

Les ventes de livres (Publico). Il semble hélas ! que ce soit le parent pauvre. Pourtant le livre est pour nous, qui ne pouvons accéder à des moyens plus amples d'expression, tels que la radio ou la télévision, le support privilégié d'une réflexion approfondie, d'une propagande libératrice. Il serait logique que notre diffusion de livres croisse proportionnellement au nombre de nos sympathisants. C'est un moyen que nous ne devons pas délaisser sous peine de nous priver d'un élément important de notre liberté d'expression. En cette fin d'année, un livre bien choisi constitue toujours un cadeau appréciable et nous vous conseillons de le commander à notre librairie Publico.

La souscription, qui traduit l'effort croissant déployé par tous ceux d'entre nous qui savent ce que le MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE apportera au mouvement anarchiste dans sa lutte pour la dignité humaine, doit encore s'accroître. Nous parlions de 1.000 lecteurs à 100 F ; si nous ne trouvons pas ces 1.000 lecteurs, il faudra davantage, mais dans tous les cas nous parviendrons à la somme que nous avons fixée, devrions-nous pour cela doubler les efforts que nous déployons pour notre généreux idéal.

Les galas, les meetings que les groupes organisent et qui voient se joindre à nous un public enthousiaste face aux perspectives réalistes que nous proposons.

C'est la somme de tous ces efforts qui nous a permis de constituer un fond de réserve que nous ajoutons dès ce mois-ci à la souscription.

Les Administrateurs :

François GARCIA - Léopold TAMAMES

Dans votre ville,
ou votre quartier,
il existe au moins un dépositaire
de notre journal

**Le Monde
Libertaire**
organe de la fédération anarchiste 3 rue Ternaux 75011 Paris

EN VENTE

ET DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES ET LIBRAIRIES.

A coller aux environs des kiosques qui diffusent le Monde Libertaire. (Nous pouvons vous donner les adresses des kiosques distribuant le M. L. dans votre cité)

CES AFFICHES
SONT DISPONIBLES
A PUBLICO

3, rue Ternaux
75011 Paris

★

COMMANDEZ-LES
TRES RAPIDEMENT !

Les dindons de la farce

par MORISCO

Le dimanche 5 décembre 1976, les forces de l'ordre pénétrèrent dans les locaux du **Parisien Libéré**, rue d'Enghien, et font évacuer les travailleurs qui les occupaient depuis plus de vingt mois. Cette action a provoqué plusieurs interventions politiques, pour la plupart justifiées, contre le gouvernement. Et ce conflit, s'il semble se terminer en queue de poisson après plus d'un an et demi de luttes, a révélé les nouveaux coups bas de Poniowski, de plus en plus affolé par sa majorité en décomposition, et la démission de la C.G.T., de plus en plus prudente face à l'éventualité, dans un proche avenir, de la gauche au pouvoir. Mais avant d'analyser plus profondément le problème, il est intéressant de faire un rapide historique de ce conflit qui, ne serait-ce que par sa longueur, restera dans les annales sociales.

Tout commence en octobre 1969, où Emilien Amaury et Claude Bellanger, respectivement P.-D.G. et directeur du **Parisien Libéré**, publient un ouvrage, *La presse parisienne écrasée*, dans lequel ils s'en prennent violemment au principe du monopole de l'embauche C.G.T. La manœuvre est claire, la motivation d'Amaury et de son acolyte sont de casser le syndicat du livre, de briser ce carcan syndical.

Ainsi, à l'automne 1974, alors que gronde le conflit de la « Néogravure », les premiers affrontements visibles entre le livre C.G.T. et Amaury éclatent : la C.G.T., sous la menace de ne pas faire paraître **Le Parisien Libéré**, exige que sa direction publie un communiqué dans le journal en question. Dès cette époque, Amaury, considérant la guerre ouverte entre lui et le livre C.G.T., engage sa première manœuvre : il décide de diminuer dans des proportions considérables ses frais de fabrication au travers d'un accord que les deux parties interprètent différemment, ce qui a pour conséquence sa non-application.

Le 1^{er} mars 1975, Amaury revient à la charge en présentant deux plans au Comité d'entreprise : un plan de survie, avec la moitié du tirage habituel et 500 licenciements ; et un plan dit de « dernière chance », avec le maintien de l'ordonnance, 150 licenciements, et un milliard d'anciens francs d'économie sur les salaires. Et, dès le 3 mars, la direction, en

supprimant le grand format et les éditions régionales, provoque le licenciement collectif de 230 salariés et 52 journalistes affectés à cette tâche. Ce licenciement, autorisé par le ministre du Travail de l'époque, Michel Durafour, exacerbera les travailleurs qui continueront à faire paraître **Le Parisien Libéré** en engageant parallèlement des demandes de réintégration de leurs camarades, justifiées par le fait que, dès le 5 mars, les éditions régionales reparaissent, imprimées sous divers titres et confectionnées dans des imprimeries de la région parisienne. Le refus de la direction de toute négociation provoque la décision de grève le 7 mai 1975 par un vote à 93 %.

spectaculaires (occupation du « France », invasion de la Bourse, etc.) jusqu'au coup de force de la police de ce fameux dimanche 5 décembre 1976.

Que peut-on dire, nous autres anarchistes, du « coup de Ponia », après les déclarations multiples qui ont envahi l'information trois jours durant ? Tout d'abord, que l'événement du 5 décembre reflète assez précisément le climat politique actuel. C'est-à-dire que le coup de force du ministre de l'Intérieur, ce jour-là, aurait été inconcevable il y a un an, où la majorité se présentait encore unie et toute giscardienne. Le départ de Chirac en septembre a, malgré la dédramatisation de Giscard, amorcé un climat

rité, et pouvait, en 1978, être fatal à sa politique. Ainsi, pour parer à des critiques gênantes pour le gouvernement, le rassemblement gaulliste ne devait pas bénéficier de l'écho de la presse le lendemain et pour s'en assurer, il envoya « par hasard » et « précisément » ce jour-là les forces de l'ordre faire évacuer par la force les locaux occupés de la rue d'Enghien, sachant pertinemment que cela engendrerait une grève de plusieurs jours déclenchée par la Fédération du livre C.G.T., donc la non-apparition de tous les quotidiens, exception faite du **Parisien Libéré**. Lorsqu'on connaît la teneur de ce journal, le gouvernement n'avait aucune inquiétude à se faire au

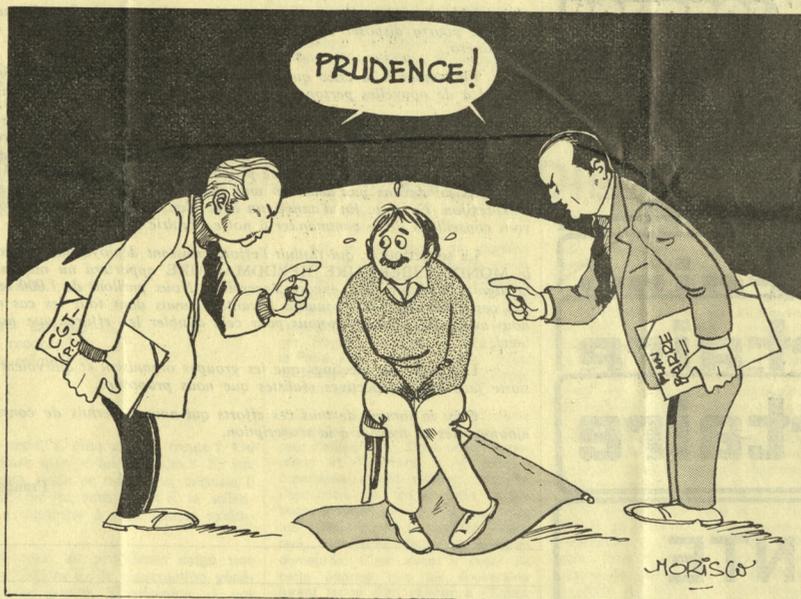
tre, a eu son importance dans l'opinion publique : elle a accru le pessimisme des Français et détruit un peu plus l'image de marque de Giscard lui-même.

Mais revenons maintenant sur le terrain social pour nous pencher sur l'attitude de la C.G.T. lors du coup de force du 5 décembre.

La C.G.T., qui a toujours paru maîtriser et mener le conflit du **Parisien Libéré** contre Amaury, décide, à l'issue de la rencontre Beullac-C.G.T., la parution des quotidiens dès le 8 décembre et désamorce ainsi une grève de soutien aux ouvriers du **Parisien Libéré**. Les ouvriers grévistes sont surpris par cette décision autoritaire de leur centrale syndicale : « Après nous être battus pendant vingt mois et avoir sacrifié durant cette période 10 % de notre salaire, nous avons le droit d'être maîtres de l'arrêt de la grève ». Ces propos, tenus par un ouvrier C.G.T. du livre, résument bien l'amertume qui règne après la décision de faire paraître les journaux mercredi matin, quoi qu'il arrive.

On peut difficilement s'expliquer l'attitude de la C.G.T. dans cette affaire qui, au nom d'une stratégie confédérale de prudence, a en un tour de main bradé une lutte de plusieurs mois. Peut-être cherche-t-elle à assainir et à régler au plus vite les conflits sociaux dans la perspective d'élections législatives anticipées et d'une probable arrivée de la gauche au pouvoir ? Quoi qu'il en soit, l'attitude de la base, qui a désavoué ses dirigeants en votant à 70 % contre la reprise du travail, peut signifier une remise en cause de la manière dont les dirigeants du syndicat ont mené cette lutte et surtout dont ils ont voulu en sortir.

L'intérêt des travailleurs sacrifiés au nom de manœuvres électorales et au profit des partis, voilà qui n'est pas pour nous étonner, nous autres anarchistes, et qui nous permet de dénoncer une nouvelle fois l'incompatibilité du syndicalisme politique, courroie de transmission des partis, avec l'intérêt des travailleurs. Et c'est à nous, face à l'incapacité des syndicats à défendre les intérêts populaires, de promouvoir un syndicalisme libre et indépendant qui, de par sa nature, ouvrira pour la libération des travailleurs et pour leur émancipation.



Amaury ne désarmant pas pour autant, fait reparaitre, le 21 mai, **Le Parisien Libéré**, imprimé en Belgique, et dès la fin de ce même mois, fait installer deux imprimeries ultra-modernes, l'une à Saint-Ouen, l'autre à Chartres. Avec l'appui de la Fédération du livre Force Ouvrière, le personnel est recruté parmi des travailleurs non syndiqués à la C.G.T., et **Le Parisien Libéré** peut à nouveau sortir des rotatives des nouvelles imprimeries étroitement surveillées par la police. Cette situation durera pendant près de 19 mois, pendant lesquels l'ordonnance d'expulsion des travailleurs de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Ecuries précédera une suite d'actions

d'instabilité dans la majorité, et celle-ci, par ce fait même, commençait à voir son électoralat s'éloigner d'elle pour aller chercher l'unité, donc une nouvelle stabilité, dans la gauche. Chirac, champion de la lutte contre le collectivisme, comprit que le temps était venu de ramasser ses billes et de sauver son parti du bourgeois giscardien. Ce qu'il fit le dimanche 5 décembre 1976 en réaffirmant la spécificité et l'indépendance de l'U.D.R., allant même, pour affirmer la volonté de changement, jusqu'à l'appeler R.P.R. ! Pour Ponia, le meeting chiraquien qui avait rassemblé bon nombre de gaullistes à grands renforts de publicité risquait d'isoler définitivement Giscard de sa majo-

riété, et pouvait, en 1978, être fatal à sa politique. Ainsi, pour parer à des critiques gênantes pour le gouvernement, le rassemblement gaulliste ne devait pas bénéficier de l'écho de la presse le lendemain et pour s'en assurer, il envoya « par hasard » et « précisément » ce jour-là les forces de l'ordre faire évacuer par la force les locaux occupés de la rue d'Enghien, sachant pertinemment que cela engendrerait une grève de plusieurs jours déclenchée par la Fédération du livre C.G.T., donc la non-apparition de tous les quotidiens, exception faite du **Parisien Libéré**. Lorsqu'on connaît la teneur de ce journal, le gouvernement n'avait aucune inquiétude à se faire au

UNITÉ OUVRIÈRE... LAQUELLE ?

Quand Georges Seguy se met à parler d'UNITE, de syndicat UNIQUE, il faut dresser l'oreille, car le leader de la C.G.T. est suffisamment fûté pour savoir que l'idée d'une SEULE centrale syndicale, d'un front uni des travailleurs face au capitalisme, reçoit toujours un accueil favorable de la part des salariés, et c'est bien naturel. Seulement, entre la centrale syndicale souhaitée par Seguy ou Marchais, et un véritable syndicalisme révolutionnaire, indépendant des partis politiques, il y a un océan à franchir. Nous ne sommes plus au début du siècle, où le syndicalisme ouvrier considérait l'Etat comme le chien de garde de la propriété, où la C.G.T., tout en luttant pour des améliorations immédiates (diminution des heures de travail, augmentation des salaires, etc.) se donnait aussi comme tâche la préparation de l'émancipation intégrale, qui serait réalisée par l'EXPROPRIATION CAPITALISTE, au moyen de la GREVE GENERALE. Le congrès d'Amiens, en octobre 1906, affirmait également le rôle du syndicat dans l'avenir : aujourd'hui groupement de RESISTANCE, il serait demain, groupement de PRODUCTION et de REPARTITION, base de réorganisation sociale. On pouvait croire alors que l'UNITE de la classe ouvrière, une unité concrète, était un fait accompli, puisque le syndicalisme révolutionnaire combattait l'autorité et l'Etat autant qu'il combattait la propriété et le patronat. Hélas, dès 1920, cette unité sera rompue par ceux qui revendiquent la création d'un Etat « révolutionnaire », à l'image de la Russie léniniste, et pour qui le syndicat doit se contenter d'être un appendice du Parti. Dès lors, le syndicalisme se bornera à jouer un rôle DEFENSIF, renonçant au but que lui avait assigné Fernand Pelloutier : promouvoir une société d'hommes libres.

La colonisation de la C.G.T. par le Parti communiste est une triste évidence et le soutien au programme commun de la gauche démontre parfaitement que, pour les léninistes, « les syndicats doivent agir SOUS LE CONTROLE ET SOUS LA DIRECTION DES ORGANISATIONS

SOCIAL-DEMOCRATES » (Lénine, Un pas en avant, deux en arrière, 1904).

Ceci dit, nous constatons que la C.G.T. reste l'organisation la plus représentative chez les ouvriers et employés (52 % des voix exprimées) ; c'est sans doute la raison pour laquelle Seguy se croit forcé de déclarer : « Je considère que les personnes dont les revenus gravitent autour de 12.000 francs par mois, et au-dessus, ne sont pas des salariés et je ne pense pas que notre organisation syndicale ait à prendre en charge les revendications de telles catégories fort loin des préoccupations des travailleurs. Par conséquent, s'il faut prendre des mesures d'impositions extraordinaires, c'est un peu vers ces parages qu'il faut viser ». Mais Seguy et les cadres C.G.T. ne parleraient-ils donc pas le même langage ? Curieux ! Quand les cadres C.F.D.T. lancent l'idée de plaquer le maintien du pouvoir d'achat des salariés, dépassant 12.000 francs par mois (position pourtant bien timide) l'U.G.I.C.T.-C.G.T. qualifie cette démarche de « dangereuse », et donnent « bonne conscience par la démagogie ». Ici et là, notons-le en passant, on nous parle de « réduction des inégalités », d'« augmentation différenciée », mais jamais d'EGALITE. Or, nous anarchistes, nous ne répétons jamais assez que si dans la période post-révolutionnaire, toute hiérarchie n'est pas supprimée, et en premier lieu la hiérarchie des salaires, alors nous n'aurons fait que changer de maîtres, et tout sera à refaire, hélas ! Sans égalité économique, pas de liberté, puisque les classes subsistent ! Notre rôle dans les syndicats ouvriers, c'est avant tout d'y défendre nos idées ; la tâche est difficile, certes, mais nous ne devons pas craindre de perdre notre temps à la faire. C'est par l'action quotidienne que le syndicalisme révolutionnaire était né, c'est par l'action que nous devons nous efforcer de la faire renaître, envers et contre tous les totalitarismes.

B. L.

S. G. E. : Ils ont gagné !

En grève depuis le 8 novembre (voir *Monde Libéraire* de décembre), les ouvriers plombiers de la **Société Gérance d'Eau** viennent d'obtenir la totale satisfaction de leurs revendications :

- reconnaissance du droit syndical (création d'une section C.F.D.T.) ;
- élections des délégués du personnel ;
- signature de la Convention collective du bâtiment ;
- paiement des journées de grève.

Occupant leurs locaux, prenant les décisions en assemblées générales, les travailleurs de la S.G.E. ont montré qu'il était possible de faire face à l'austérité en menant une lutte unitaire et efficace.

LA REDACTION.

Normalisation à la C.F.D.T. : Les premières réactions

Les 10 et 11 décembre dernier se tenait le Congrès régional de la C.F.D.T. Basse-Normandie. Parmi les multiples interventions sur la démocratie syndicale, nous extrayons celle de l'Union de secteur de Caen (un tiers des syndiqués) :

« ...Nous refusons de juger les militants sur leur appartenance politique, mais sur leur pratique syndicale, sur le respect de la démocratie. L'attitude autoritaire de la Confédération semble remettre en cause le principe du fédéralisme, base même de notre organisation ».

C.F.D.T. : LA CHASSE AUX SORCIÈRES

Nous relations dans le *Monde Libéraire* de décembre le principal contenu du Conseil national de la C.F.D.T. L'enjeu était clair : se débarrasser de l'opposition de gauche à l'intérieur de la centrale. Les résultats ne se sont pas fait attendre.

En effet, à l'heure où nous écrivons cet article, une Union locale (celle du 8^e et du 9^e arrondissement de Paris) et une Union départementale (Gironde) viennent d'être dissoutes par le Bureau national de la C.F.D.T.

Ces attaques, qui portent un sérieux coup à l'autonomie syndicale, sont aujourd'hui suffisamment graves pour que nous, militants anarchistes, prenions une position claire quant à cette fameuse « chasse aux sorcières ».

Il est parfaitement intolérable qu'une Centrale syndicale qui se réclame de la démocratie ouvrière puisse exclure, dissoudre, « démissionner » des U.L., des U.D., sous prétexte d'un mauvais fonctionnement interne. Lorsqu'on sait que l'U.L. 8^e/9^e était connue pour son soutien aux motions minoritaires lors du Congrès départemental, lorsqu'on sait que l'U.D. de Gironde soutenait activement les comités de soldats par le prêt de matériel, on devine aisément la motivation des bonzes syndicaux qui siègent rue Montholon.

Qu'une Union départementale soutienne ouvertement la lutte des

soldats, cela ne nous regarde pas ; la motivation de ces camarades ne concerne pas les permanents parisiens C.F.D.T. ; elle intéresse uniquement ceux qui, dans leur U.L., dans leur U.D., décident d'apporter ce soutien. Et on ne voit pas en quoi ces actions sont « en contradiction » avec l'esprit du XXXVII^e Congrès ». En contradiction avec les prises de position du P.S. sur l'armée, sur la force de frappe, peut-être, mais on nous avait dit que la C.F.D.T. était particulièrement soucieuse de son autonomie face aux partis politiques.

Car c'est véritablement à ce niveau que réside l'enjeu de la politique d'épuration que mène en ce moment la Direction confédérale C.F.D.T. 1978 approche à grands pas, dans moins de deux ans, les élections vont avoir lieu ; il faut donc faire vite. Derrière ce remu-ménage un parti tire les ficelles : le P.S. En effet, il lui faut absolument conquérir une base ouvrière, docile et solidement encadrée par une organisation de masse : la C.F.D.T.

A l'instar de la Direction confédérale, il faut réagir, et vite. Pour nous, militants anarchistes, il s'agit de faire respecter la libre expression des travailleurs à l'intérieur de la C.F.D.T. comme à l'intérieur de la C.G.T. ou des autres syndicats. Et pour cela, nous devons combattre avec force la mainmise de

plus en plus grandissante du Parti socialiste sur la C.F.D.T.

Nous n'avons rien à voir avec ce parti qui, pendant les vacances dernières, envoyait par l'intermédiaire d'un maire, M. Defferre, les C.R.S. contre les éboueurs en grève. Nous n'avons rien à voir avec ce parti qui se proclame l'avant-garde des travailleurs en même temps que l'avant-garde des patrons, puisqu'il organise avec ces derniers des rencontres « amicales » qui traduisent en fait la politique de collaboration de classes qu'il mène constamment. Et c'est ce même parti qui se réclame de la pensée autogestionnaire !..

Dans une organisation syndicale qui rassemble les travailleurs sur la base de leurs intérêts de classe, il n'est pas possible de tolérer plus longtemps la mainmise d'un parti sur l'appareil confédéral, parti qui, au surplus, a montré et montre encore qu'il est complètement étranger aux intérêts véritables des travailleurs.

Plus que jamais, la tâche des militants anarchistes dans les syndicats consiste à combattre les tentatives réformistes du syndicalisme. C'est le syndicalisme gestionnaire et de lutte des classes qui nous intéresse, celui qui respecte également l'autonomie des sections syndicales, des Unions locales, départementales ou régionales.

Pierre GORBIGNIE.

LA C.F.D.T. ENTRE DEUX CHAISES

Quand les « bons pères » de la C.F.T.C. décidèrent, en 1964, de « laïciser » leur organisation, ils étaient sans doute à cent lieues d'imaginer que, douze ans plus tard, ils devraient s'employer à combattre au sein de leur syndicat « new-look », d'une part « le gauchisme irresponsable », d'autre part « le basisme infantile ».

La C.F.D.T. de 1976-77 est-elle donc réellement en crise, voire malade ? A mon avis, ce serait aller vite en besogne qu'oser l'affirmer aussi crûment. Ce qui apparaît évident, c'est que, depuis 1968 et la grève de mai-juin, mais plus encore depuis un an ou deux, les petits partis trotskystes (L.O., L.C.R.) ou maoïstes (P.C.R., H.R.) ont pratiqué délibérément un certain « entrisme » au sein du second (par la taille) syndicat ouvrier français.

La C.F.D.T. avait la réputation (quelque peu surfaite) de tolérer une relative liberté d'expression et d'action ; elle représentait donc pour les activistes gauchistes un pôle d'attraction à ne pas négliger, ce qui fut fait. Bien que très minoritaires (entre 5 et 10 % !) les militants d'extrême-gauche se sont montrés remuants, même si leurs agissements n'étaient souvent pas du goût des travailleurs, et leurs objectifs parfois fort éloignés des préoccupations syndicales de l'organisation ; de plus, pareillement aux gens du P.C. vis-à-vis de la C.G.T., ils considéraient, raisonnant ainsi en bons et honnêtes marxistes-léninistes, le syndicat comme la simple courroie de transmission du parti révolutionnaire, en l'occurrence leur chapelle.

L'élimination du secrétaire général de la F.N.H.E.T. (Fédération nationale de l'Habitat, de l'Équipement et des Transports) au bénéfice des gauchistes ; puis la mise en minorité de la Direction fédérale des Cheminots sous leur pression ont été ressenties par la Direction confédérale comme une mise en garde, ou du moins un sérieux avertissement ; elle a donc réagi vivement, en appelant à la préservation de l'unité de la C.F.D.T., menacée par les « coucous » qui auraient « mal digéré » la doctrine de papa Marx.

Seulement, voilà où l'affaire se corse, les gauchistes turbulents ne sont pas seuls à être mis en cause par Edmond Maire et le Bureau national : un document de la Direction confédérale (à usage interne) est révélé au public le 21 octobre par un magazine ; il ne dénonce pas uniquement les « manipulateurs » trotsko-maoïstes, il se montre également très sévère pour ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche » du syndicat ex-chrétien : celle qui se réclame ou s'inspire de la lutte de Lip en particulier et qui souhaite que l'appareil syndical soit mis davantage AU SERVICE des initiatives de la BASE ; or, cette « gauche », au premier abord plutôt sympathique, est souvent (pas toujours !) favorable à l'unité d'action A TOUT PRIX avec la C.G.T. et à un engagement C.F.D.T. derrière le programme commun de gouvernement des partis de l'opposition.

Au contraire, les sociaux-démocrates réformistes, regroupés derrière Maire, Chérèque, Mennecker, Moreau, sont plutôt réticents à un duo amoureux avec les amis de

Seguy ; ils croient déceler dans les appels du pied de ceux-ci une arrière-pensée inavouée : la tentative (en cas de victoire électorale de la gauche en 78) de créer un syndicat UNIQUE, qui serait, naturellement, sous domination cégétiste, donc communiste. Edmond Maire n'a pas pour autant l'intention de rompre le dialogue et l'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T., persuadé qu'il aurait tout à y perdre, mais il désire conserver à sa Centrale syndicale sa propre personnalité, donc son originalité. Il faut bien constater que, pour lui et ses amis du Bureau national, la voie est étroite, sinuose, car, outre la « chasse aux sorcières » déclenchée contre les gauchistes « novateurs », la méfiance méprisante affichée contre les « basistes », et la nécessité de garder les distances tout en restant unitaires, avec la C.G.T., il leur faut aussi définir une stratégie dans l'hypothèse d'un succès des partis de gauche aux législatives. Ce sera difficile à réaliser dans le climat actuel de division, et face à une situation économique et sociale qui continue de se dégrader sans qu'une riposte d'envergure soit envisagée par les syndicats ouvriers réformistes.

Pour notre part, nous continuons de dénoncer le fait que lesdits syndicats oublient leur rôle, qui est aussi de transformer la société par l'abolition du salariat, et qu'ils se contentent d'être les valets serviles et prudents de partis politiques prétendant ouvriers, mais en réalité bourgeois, hiérarchisés, autoritaires et étatisés.

L. B.

« ILS » NE SORTIRONT PAS DE « LEUR » CRISE

Dès 1973, alors que les pays producteurs de pétrole décidaient de secouer la tutelle des puissances industrielles qui continuaient l'exploitation coloniale sous des formes plus élaborées, nous disions qu'une page de l'Histoire était entrain de se tourner et que les hommes entraient dans une ère nouvelle. Pour la grande bourgeoisie, qui se donnait le visage de Malraux, c'était, depuis 1968, l'écroulement des valeurs morales, l'écroulement qui marquait la fin d'une époque. Pour ma part, j'étais réticent à ce concert orchestré par la presse d'alors, de droite comme de gauche, car l'histoire nous a toujours appris que les valeurs morales ne sont rien d'autre que des commodités qui justifient et rendent possible une économie de classe. Par contre, les transformations économiques profondes imposent des rapports différents entre les hommes. Et c'est la qualité de ces rapports différents, imposés par une économie différente, qui annonce la naissance d'une civilisation différente.

Le monde capitaliste avait vécu, jusqu'en 1973, sur une exploitation des hommes qui avait rapidement dépassé le cadre national pour s'étendre, sous sa forme coloniale, aux cinq continents. Dans un premier temps, les peuples colonisés avaient secoué le joug peser sur leurs épaules, pour reconstruire chez eux une classe dirigeante qui, dans un second temps, allait rejeter le colonialisme économique qui avait succédé au colonialisme politique et exploiter à son tour, mais à son propre profit, des richesses qui avaient permis jusqu'alors au monde occidental de développer sa capacité de production.

Et c'est à partir de l'analyse de ce phénomène que, dès 1973, nous pouvions proclamer que la crise née de l'indépendance du Tiers-Monde était une crise d'une autre nature que celles que nous avions connues par le passé ; qu'il ne s'agissait plus d'une crise d'adaptation du système aux découvertes scientifiques et à leurs coordinations techniques, d'une crise de répartition des objets fabriqués que, dans une certaine mesure, le système avait surmontée tant bien que mal, mais d'une crise du système capitaliste lui-même ! De sa nature profonde, fondée sur la différence économique et qui venait de se heurter aux prétentions égalitaires des bourgeoisies naissantes dans le Tiers-Monde.

Nous disions, et nous étions les seuls à le dire, que le régime ne sortirait pas de sa crise ! Qu'il ne résoudrait aucun des problèmes qu'elle lui posait ! Qu'il ne supprimerait pas l'inflation, qu'il ne résoudrait pas le problème du chômage, qu'il ne mettrait pas fin au désordre monétaire ! Que la crise continuerait à se développer en dents de scie et que nous verrions cette bourgeoisie repue pousser en alternance des soupis de soulagement et des cris de victoire ou verser des larmes en manifestant sa peur devant le cours inexorable de la dégradation économique. NOUS AVIONS RAISON ! Appelez-vous tout ce baratin sur la reprise économique, sur la diminution du chômage, sur les excédents de la balance commerciale, sur les vertus du serpent économique. Aujourd'hui, il ne reste rien de cet optimisme imbécile !

Nous avons expliqué pourquoi le système économique ne pourrait pas résoudre sa crise. Nous avons dit que la couleur du gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, ne changerait rien à la nature profonde de cette crise. Nous avons démontré que les rustines, que les distingués professeurs qui opèrent au Monde prétendaient appliquer pour arrêter l'hémorragie, nous semblaient dérisoires. Aujourd'hui, il est peut-être nécessaire de le répéter.

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le système capitaliste vit sur une illusion qui consiste à croire que le marché, faussé par le prix dérisoire des matières premières extorquées aux pays sous-développés, ne peut être qu'éternel. Et le système a bâti toute son infrastructure sur cette illusion. Aujourd'hui ces matières premières, alignées sur le dollar, ne permettent plus une fabrication capable de concilier le profit, les charges d'un Etat qui vit de façon comptable et des salaires suffisamment élevés pour que les bénéficiaires puissent acheter les objets fabriqués et faire tourner la machine. Seule l'augmentation du volume bénéficiaire des échanges pourrait concilier l'économie avec le nouveau prix de revient des matières premières. Et c'est impossible ! Toutes les nations à économie développée en sont au même point et imposent, de manière à se protéger, la

parité des échanges, tout en se livrant à une guerre économique au couteau. Les pays du Tiers-Monde, qui ont la chance d'avoir à la fois du pétrole et une main-d'œuvre bon marché, fabriquent désormais eux-mêmes, à des prix sans concurrence, les objets qu'on leur vendait autrefois. Les pays à économie capitaliste libérale vont devoir se reconverter pour faire face à cette situation nouvelle. Or ils ne le peuvent pas sous peine de créer une situation politique à laquelle le régime ne résisterait pas.

La solution, pour le système, consiste à bloquer les salaires, à redistribuer le revenu national de façon à développer les industries indispensables, à supprimer les fabrications inutiles, à diminuer les dépenses de l'Etat et de ses structures, à limiter et à contrôler les profits, à les orienter, à pratiquer sans l'avouer une certaine autarcie pour protéger l'industrie nationale. Cela nécessite un plan du type de ceux imposés par des régimes fascistes ou communistes. C'est impossible dans le cadre d'une démocratie parlementaire, car à chaque échelon, depuis la commune jusqu'à l'Etat, tous les notables qui vivent et qui ont construit leur carrière sur la société d'abondance freinent à tous les échelons des assemblées. Et eux aussi ne peuvent faire autrement, car ils sont prisonniers d'un électorat qui refusera tous les sacrifices qu'on lui demandera. M. Barre en fait aujourd'hui l'expérience, M. Rocard la fera peut-être demain. Dans la situation que nous connaissons, il ne s'agit plus d'augmenter un peu plus les salaires, de diminuer un peu plus les profits, de rogner sur tel ou tel budget. Ce qu'il faut, c'est changer le tissu économique du pays, la manière de vivre des citoyens, la nature de la production et de la distribution.

Ce qui bloque une société comme la nôtre et rend illusoire les plans de MM. Barre ou Rocard, c'est non seulement l'économie du profit, mais encore le caractère « moral » qu'a pris cette société considérée depuis vingt-cinq ans comme une société d'abondance. Ce qui a changé depuis vingt-cinq ans, ce qui confine la droite comme la gauche dans l'immobilisme, c'est la « carrière », la sacro-sainte « carrière » qui est le complément obligatoire de toute société d'abondance.

Depuis trente ans, toute la population fait carrière. Autrefois, seuls les fonctionnaires étaient dans cet état d'esprit et ils payaient l'avantage de la retraite par des salaires médiocres et la sécurité de l'emploi. Aujourd'hui c'est toute la population qui fait carrière, qui est fonctionnarisée, et les travaux qui échappent à cette loi générale ne sont plus accomplis par nos compatriotes mais par l'émigration, encore que celle-ci, qui bénéficie de nos lois sociales, est entrain de rentrer dans le droit commun. Les hommes ont-ils bien mesuré ce que cette situation relativement nouvelle comporte ? Je ne le crois pas !

Parodiant Camus, on pourrait dire : « Ecole, usine ou bureau, retraite, classe d'enterrement garantie par la sécurité sociale avec tous les cinq ou six ans un échelon gravi grâce à l'efficacité plus ou moins grande du syndicat ». Touchez à ce schéma et le mouton devient enragé ! S'il veut Chirac ou Mitterrand, ce n'est ni pour la grandeur du pays, ni pour sa socialisation, mais pour assurer ou accélérer les échelons de sa carrière. La grandeur de la patrie comme la Révolution sociale, le petit bourgeois, quand il est devenu citoyen français, c'est devant sa télévision qu'il veut les vivre. Et les politiciens l'ont bien compris. C'est ce qui explique que Chirac fait du social et que Mitterrand donne dans le rassurant. L'un et l'autre vont vers le Centre où on peut piquer le plus d'électeurs qui veulent que ça change sans que leur « carrière » soit remise en question. Et ce double mouvement de politique électoraliste, de la commune au parlement, paralyse encore plus le pays, empêche le système de modifier son économie pour sauver les meubles, empêche la gauche de proposer la révolution pour transformer complètement la répartition du revenu national et créer le socialisme.

Il suffit de voir comment est accueilli le plan de M. Barre, il suffit de voir les contorsions de Mitterrand s'adressant aux patrons à la télévision pour être édifié sur les possibilités, de la droite ou de la gauche, de modifier la conjoncture.

Je disais il y a quelques semaines qu'il fallait faire la révolution. Voilà qui a dû faire bien rire les imbéciles. Pourtant, seule une révolution économique profonde, complétée par une transformation révolutionnaire des

rapports entre les hommes, assortie à un mode de vie où les gadgets seront remis au placard, pourra assurer aux hommes une vie décente à partir d'un partage égalitaire des ressources.

Je parle de révolution et pourtant l'homme dont j'ai tracé le portrait semble bien loin d'une révolution socialiste libertaire. C'est vrai ! Mais c'est Bakouline qui disait : « Il n'est pas besoin de provoquer artificiellement des révolutions, tous les gouvernements ayant toujours fourni, avec un zèle remarquable, les matériaux nécessaires ». Et c'est justement ce qui est entrain de se produire.

Dans la période actuelle, la lutte des travailleurs, lutte qui est nécessaire, n'arrachera aux patrons que ce que ceux-ci pourront accorder sans remettre en cause le système. Si les travailleurs mordent le trait, on leur enverra la garde !

« Ils » ne sortiront pas de « leur » crise, mais la crise peut durer. Un Chirac quelconque peut, si la crise s'aggrave, avoir recours au fascisme. La bourgeoisie peut avoir recours à de multiples guerres classiques ou même à une guerre mondiale, mais il ne s'agit là encore que de palliatifs. Le problème fondamental réside en ce que les ambitions, légitimes ou non, des multiples populations sous-développées, vont changer la face du monde, les rapports entre les nations pauvres et les nations riches et, de toute manière, les rapports économiques entre les hommes.



...Quand crise économique rime avec Nouvel ordre moral

Je veux rassurer mon lecteur. On lui a dit, à droite comme à gauche, que les changements nécessaires lui apporteraient des satisfactions sans qu'il ait à lever le petit doigt, et lui garantiraient sa « carrière ». Ce n'est pas vrai ! De toute manière, il faut qu'il s'attende à changer profondément son mode de vie. Son choix est simple : la trique ou la révolution ! Contrairement à ce que lui ont dit de jeunes imbéciles, la révolution n'est pas une fête. C'est une prise de conscience de ce qu'il faut risquer si on veut cesser d'être un homme couché et vivre debout la tête tournée vers le soleil. La révolution anarchiste ne vous garantira aucune carrière. La révolution anarchiste ne vous fournira aucun bouc émissaire pour masquer votre insuffisance. La révolution anarchiste ne vous dira pas de voter tous les quatre ans, mais de vous battre tous les jours. La révolution anarchiste ne vous garantira rien d'autre que ce que vous êtes capables d'accomplir vous-mêmes. La révolution anarchiste ne vous promettra aucune nuit du Quatre Août, mais des Quatorze Juillet de lutte.

La civilisation du Capital est en train de crever. Pour cela, elle mettra le temps et ce temps se mesurera à votre volonté de la voir disparaître. Ne restez pas au balcon lorsqu'elle s'écroulera, car elle vous enterrera sous ses ruines. Allez ailleurs, et ailleurs c'est l'Anarchie !

Maurice JOYEUX

Le 25 août dernier, on assistait à la démission spectaculaire de Jacques Chirac qui quittait son poste de Premier Ministre en claquant la porte de Giscard. Le 4 novembre, les deux compères Giscard-Chirac semblaient s'être réconciliés après dix semaines de brouille. Ce qu'ils dirent au cours de cette entrevue ? Nul ne le sait. En attendant, des « choses » se passent dans la majorité qui ébranlent la classe politique française : les législatives partielles en avaient donné le coup d'envoi. Chirac, Tibéri, tous les deux députés U.D.R. élus au premier tour, voilà des indices qui déjà indiquaient que la « nouvelle » voie gaulliste avait le vent en poupe.

Sans plus attendre, Chirac allait convoquer le Comité central de l'U.D.R. pour préparer les Assises nationales du mouvement le dimanche 5 décembre à la Porte de Versailles.

La candidature d'Ornano « made by Giscard » à la mairie de Paris aidant, la majorité apparaît aujourd'hui divisée à travers deux stratégies électorales différentes.

Chirac contre Giscard

« ... Je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assurer efficacement mes

fonctions de Premier Ministre... » devait déclarer Chirac lors de sa démission. Cette petite phrase que devait reprendre toute la marmaille journalistique revêtait néanmoins une signification importante. C'était la première fois qu'un premier ministre attaquait son président, lui reprochant son laxisme et son manque de fermeté.

Chirac avait entièrement raison. Le petit conte mensuel « Au coin du feu » ne satisfaisait ni le million de chômeurs, ni les millions de travailleurs qui chaque jour ressentent durement les effets de l'austérité.

On ne peut inlassablement promettre, le ton démagogique giscardien ne suffit pas. Chirac l'a compris, mais comme il fait partie, toutefois, de la majorité présidentielle, il ne peut l'attaquer. Les coups seront donc portés en direction de l'opposition, non sur des problèmes économiques car sur ce terrain nos gouvernants n'en tiennent pas large, mais sur des problèmes spécifiques-politiques tels que le danger de la « collectivisation », de la « coalition socialo-communiste », etc.

Ce nouveau ton dynamique va plaire. Chirac se lance dans la bataille des législatives partielles et gagne. Cette victoire départementale va le conforter dans sa position nationale et le Comité central de l'U.D.R. va lui donner carte blanche pour « son » rassemblement.

LE R.P.R., RASSEMBLEMENT POUR LA RÉACTION

Des perspectives claires

Tout ce grand chambardement n'aurait pas eu lieu sans la perspective 1978. Une majorité qui gagne d'un pouce aux élections présidentielles de 1974, qui se trouve minoritaire aux élections cantonales et qui perd deux sièges aux législatives partielles, ces résultats électoraux nous indiquent que ça « branle » du côté majorité.

Pour le R.P.R., la nouvelle organisation gaulliste, l'objectif est de battre coûte que coûte la gauche en 78. Giscard a les mêmes intentions, mais, à l'inverse de Chirac, il ne s'en donne pas les moyens. C'est ce qu'avait compris l'U.D.R. en se créant une organisation politique militante et de combat.

Quoi qu'on nous dise, les deux clans de la majorité R.P.R.-R.I. ne sont pas divorcés ; il s'agit tout ou plus de deux stratégies électorales différentes qui effectivement aujourd'hui s'affrontent. Et c'est sur ce plan-là que Giscard va marquer un point, petit il est vrai.

Ce même dimanche 5 décembre, il va envoyer ses flics et ses C.R.S. contre les travailleurs du Parisien Libéré appliquant ainsi la décision du tribunal. Giscard savait très bien que le Comité intersyndical du Livre venait de se réunir et de déclarer que s'il y avait intervention des forces de l'ordre contre les travailleurs du « Parisien », automatiquement, il y aurait dans le même temps grève générale dans la presse.

Un malin, ce Giscard ! Il va envoyer justement ce même dimanche ses troupes du désordre contre les travailleurs. Et par cette action spectaculaire, il va priver Chirac d'une partie de sa publicité et les travailleurs de l'A.F.P. l'aideront d'ailleurs en ne diffusant que les communiqués relatifs au « Parisien ».

Mais Giscard va faire mieux encore. Alors que Chirac, au même moment, dénonçait le laisser-faire du gouvernement, le président allait lui apporter une cinglante contre-réponse. Et lorsque Guéna prendra le micro pour annoncer la nouvelle : « Nous apprenons que le gouvernement a fait évacuer cette nuit les entreprises du Parisien Libéré... », il sera interrompu par des applaudissements frénétiques. Visiblement, le pauvre Guéna ne s'y attendait pas. Lui qui allait continuer son intervention en dénonçant cet acte comme une manœuvre politicienne, il sera grandement déçu. Giscard avait gagné.

Alors que les dirigeants du R.P.R. dénonçaient « la politique politicienne », en répondant ainsi au président, ils tombaient précisément en plein dans la « politique politicienne ».

Chirac, de par les gens qu'il rassemble et la manière dont il se comporte, signifie clairement ses objectifs. Nous les avons définis. Un tel rassemblement n'est pas fait pour nous réjouir et nous invite, nous aussi, au combat contre cette nouvelle graine de fascistes.

Il s'agit d'expliquer aux travailleurs que la solution à la crise ne réside pas dans le bulletin de vote et moins encore dans un bulletin de vote qui peut être extrêmement dangereux pour la suite. Telle est la tâche des militants anarchistes... A nous donc de montrer que nous avons, nous aussi, des solutions viables tant pour l'économie que pour la vie sociale.

La voie que nous traçons, qui est celle de la lutte anti-étatique et de la lutte de classes par la grève gestionnaire expropriatrice, est aujourd'hui la seule qui puisse réaliser l'émancipation des travailleurs par l'auto-gestion généralisée.

C'est là que réside le combat des anarchistes ; en s'organisant d'une manière efficace, en mettant fin à des siècles d'exploitation, tous ensemble, nous gagnons !

GRUPE LIBERTAIRE FRESNES - ANTONY

ECHOS DE LA VIOLENCE...

L'armée qui défile les 14 Juillet avec musique en tête, l'armée qui parade aux réceptions, l'armée qui vient se faire inviter à votre table, l'armée qui éponge les marées noires et ramasse les moissons pendant la sécheresse, l'armée qui vante ses qualités générales et prétendues intellectuelles, l'armée qui recrute avec des sourires forcés, cette armée-là ment ! Elle dissimule son vrai visage sous des masques de démagogie et de tromperie, afin de se faire accepter.

Braves gens qui croyez encore aux vertus bienfaites, moralistes, ou bien même humanitaires de cette institution féodale et qui croyez être en sécurité, regardez la photo ci-contre : voilà le vrai visage de l'armée. Sa finalité, son but, sa raison d'être ? Tuer, mutiler, torturer ! Les militaires ont pris le pouvoir en Thaïlande ; durant les quinze premiers jours : un million de livres saisis, le syndicat interdit, 200 exécutions, 10.000 arrestations, des tortures...

Au lieu d'applaudir sur les Champs-Élysées en agitant vos petits drapeaux, pensez à tous ceux qui sont morts sur l'autel de la Patrie, éternels cocus de l'histoire, pensez à ceux qui seront les futures victimes, et soyez convaincus qu'afin que disparaissent ces fléaux que sont la guerre et le totalitarisme, il faut en supprimer les bases : l'Etat et l'Armée qui le soutient !

LE MEGATONNE EST MORT, VIVE LE MEGAMORT

Une nouvelle unité de mesure vient de voir le jour dernièrement. Ce sont les militaires qui en sont à l'origine. En effet, jusqu'alors, en langage « scientifique », pour désigner la puissance d'une bombe, on employait le mot mégatonne. Ce mot ne suffisait pas à ces cerveaux fêlés que compte l'armée et ne devait guère les renseigner objectivement. C'est pourquoi désormais on parle de « mégamorts », ce qui, vous l'avouerez, est plus explicite. Exemple : une bombe de un mégamort est capable de faire un million de morts ! Voilà qui est clair et net ! C'est tout de même chouette le progrès, surtout quand il est récupéré par nos vaillants pious-pious !

UN CON DANGEREUX : LE GENERAL TIBBETS

A Harlington (Texas), au cours d'un meeting aérien organisé par l'U.S. Air Force, devant 40.000 abrutis enthousiastes de nationalisme, Paul Tibbets, général en retraite de son état, premier pilote à avoir largué une bombe atomique, a refait trois fois, avec trois bombes atomiques factices, aux commandes du même avion historique, le geste qui, le 6 août 1945, le couvrait de gloire et assassinait 200.000 habitants d'Hiroshima : 130.000 morts d'un coup, 70.000 morts à petit feu dans la souffrance.

Cette démonstration de folie devrait ouvrir les yeux à certains !

Cela signifie qu'il existe des individus ne rêvant que d'atrocités et auxquels l'Etat donne tous moyens pour ces exactions. Sachez que l'armement européen représente l'équivalent de 60 tonnes de T.N.T. par habitant du continent, et qu'il se trouvera toujours de nombreux Tibbets pour les faire exploser au nom de la défense d'intérêts quelconques !

« Tous les maux que l'on prétend résoudre par la guerre sont moins terribles que la guerre elle-même » (Bertrand Russel).

lions de Blancs occupent 71 % du territoire et jouissent de toutes les ressources minières importantes (or, diamant, platine, uranium...), des ports maritimes, des régions rurales fertiles et de toutes les entreprises ; de l'autre 17 millions de Noirs s'entassent sur les 13 % restant, terrains arides et incultes (15 % de terres non cultivables), dans la misère, la souffrance et l'humiliation quotidienne.

Au travail de la mine, en 1975, le revenu d'un Blanc est égal à



ETRE NOIR EN AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud, « terre de contrastes » : d'un côté 4,1 mil-

10 fois celui d'un Noir, par famille et par mois. Dans les zones rurales, 9 millions d'entre eux travaillent de 12 à 16 heures par jour, sans repos hebdomadaire, sans congés annuels pour un sa-

laire mensuel de 90 F. Quand on sait qu'il faut 700 F par mois en Afrique du Sud pour mener une vie décente, on imagine la précarité de leurs conditions d'existence. Et quand la main-d'œuvre fait défaut, on n'hésite pas à embaucher des enfants de 8 ans.

Les conditions de vie sont déplorablement : un médecin pour 40.000 individus ; il en résulte une mortalité infantile très élevée puisque un enfant sur deux meurt avant l'âge de 5 ans. La population blanche reçoit une éducation qui la prépare à renforcer ses privilèges : pour 13 % d'entre eux, l'enseignement est gratuit et coûte 1.950 millions de francs par an à l'Etat, alors que pour 71 % de Noirs, l'enseignement est payant et revient seulement à 461 millions. Résultat : 52 % d'analphabètes chez ces derniers contre 0,9 % chez les premiers. Le droit de résidence dans une ville est accordé à un Noir s'il y a passé 15 ans et s'il a travaillé 10 ans chez le même employeur. Il doit rester, le temps de son contrat, séparé de sa famille. Tout Noir de plus de 16 ans doit posséder un laissez-passer visé chaque semaine par son patron. La non-présentation de ce papier peut lui coûter un séjour dans les fermes-prisons où il est vendu en même temps que le bétail. Les emplois qualifiés sont en outre interdits aux Noirs. Ils ne jouissent d'aucun droit syndical, d'aucun droit de grève ou d'association, et n'ont pas de représentants au Parlement malgré leur supériorité en nombre.

La France, qui soutient le régime de l'Apartheid, est directement responsable de cette situation. Le gouvernement français vend à l'Afrique du Sud des armes (Mirages, AMX, sous-marins...), entraîne les militaires de Voster aux techniques de la contre-guérilla, installe des usines de matériel militaire et fourgue des centrales atomiques. Voster n'a pas signé le traité de non-prolifération et s'en vante. La France y favorise la répression en fournissant les moyens propres à la prolonger. Les compagnies françaises et investissent : les banques (Crédit Lyonnais, Société Générale), les compagnies pétrolières (Total détient 30 % de ses actions des raffineries d'Afrique du Sud). Les entreprises françaises qui s'y installent (Renault, Peugeot...) appliquent les lois de l'Apartheid (salaires de misère, pas de droit syndical) et bénéficient ainsi d'une main-d'œuvre à bon marché. Mais aussi, notre pays importe des matières premières : uranium, or, charbon, et productions agricoles Outspan.

L'Etat français sert donc de vache à lait à un pouvoir fasciste où la discrimination raciale est la loi ; nous sommes tous concernés et nous devons réagir en boycottant les produits importés d'Afrique du Sud. Nous devons, entre autres, refuser les produits Outspan, en solidarité avec la lutte des Noirs opprimés.

Philippe de TONNERRE.

SOUSCRIPTIONS MONDE LIBERTAIRE HEBDO (DÉCEMBRE) Compte rendu trésorerie

COLIN	10	FOURNIER	19	LOUSTE	250	Groupe de RENNES ..	110
René HUBERT	100	ANIEL	20	CENDRON	100	BREJON	50
BARTELLETTI	60	LE FLOCH	100	FERNADEZ	200	VERMERIE	50
MEERSSCHAERT	10	PEYRAUT	40	JOURDOIS	100	LASFARGUE	100
FONLUPT	32	Groupe		Groupe XIX	173	Groupe	
BOUCHET	40	LOUIS-LECOIN	50	WERTHE	50	BAKOUNINE	200
MANFREDINI	60	BORRETTI	40	ANONYME	50	BODART	100
LAVIE	10	Groupe		LIBOURNE	50	ROUGIER	100
LAINE	100	PROUDHON	200	FREITAG	41	MILLOT	100
MALFANT	100	LEFEBVRE	10	CASTAGNO	100	FERNADEZ	50
FERJOT	50	Bernard RICHARD	20	ARNAUD	100	Groupe	
CHOPINAUD	10	DIOT	20	CARREAU	100	d'OYONNAX	210
LANTUEJOU	10	LOUVEL	20	ARNAUD	100	MARYNUS	20
KLEINER	90	CHARLIN	140	Groupes d'AGEN	150	EDERESPERO	100
JEAN-PIERRE	60	GASBARRE	30	MONTFORT	100	Groupe d'ANNECY	200
Groupe FRESNES-ANTONY	1.000	COLONNA	10	MALFANT	40	GUENVER	120
Meeting du même groupe	875	AUFFREDOU	60	JEAN	87	MANGUY	100
Groupe JACOB	1.185	LAVENUS	20	COULON	100	Groupe B.N.P.	800
Groupe		DELARUE	20	Groupes S. FAURE	770	PALLOT	100
GERMINAL	370	URSOT	90	JEAN-JACQUES	500	FONTSARENKY	50
LAMBLEN	100	COSQUER	40	COLLAS	12	FRESSONNET	100
JACQUET	32	LOCHU	40	GEFORT	100	BANCE	50
FONLUPT	21	MORIN	100	FIGUEIRAS	20	MAUGER	140
MERCOT	20	J.-C. RICHARD	50	RICHARD	25	VIGUIE	100
HARDI	20	LASSAU	10	SANO	10	Groupe	
PUBLICO	50	PAUTONNIER	30	Groupes L.-MICHEL	1.100	GERMINAL	330
Groupe TOULON	740	Y. BONNET	40	HANS	10	Groupe LIBOURNE ..	40
TEYSSIER	400	ANNE	50	STAS	1.000		
Meeting Groupe	20	BONIC	50	MICHEL	100	Avoir	40.000
ANNECY	162	BARRIERE	10	RAYNAUD	100		
Groupe d'AULNAY ..	200	COLLET	10	MABILAT	50	TOTAL	56.575
BARBEREAU	11	PARIS	10	Groupe de ROUEN ..	480	Mois précédents	46.443
		LAURO-DEL-PRADO	74	OSBORNE	100	Total général	103.018

GRAN

Nous sommes tentés de la Suprême de voir en appel à Murray, inculpé par un Tribunal d'aveux obtus physique et Murray était de la branche jusqu'en 1977, quittèrent en politique du officiel.

Les manifestants sont poursuivis avec notamment le 24 novembre York et Brig l'Allied Irish été occupée, tribunes à Le ainsi que sur Marche pour rouillée à Londres Une manifestation lement eu lieu cembre, de M suivie d'un m

La National Kers (Syndical réclame la retraite membres. Ce à 60 ans en 55 ans en justification parit considère le gèreux qui es les banquiers cet âge. Le N. les emplois le à 62 ans après fond. Le N.C. sur des argu la retraite à millions de Liv ferait baisser millions de t l'embauche de plus en 1977. sant de noter minière est, une industrie gré cette na supposée sig contrôle » par est toujours nationalisation, change.

Il est évident malgré la résistation syndicale liens avec le d'une tradition d'arité, vont cor pour l'action d'fois-ci en dang vailliste. Si l partir à la ret les pays totali pagne ou la Po fier le mot « d les pays qui mineurs doivent ans ?

ALLEMAGNE

Le danger n

Sans reconstr le au Bundest se lance dans outrance des bien loin de so lution, des dra population civil tions de protest

Informations internationales

GRANDE-BRETAGNE

Nous sommes toujours dans l'attente de la décision de la Cour Suprême de Dublin relative au pourvoi en appel des Murray, condamnés à mort le 9 juin 1976. Marie et Noel Murray, inculpés pour attaque de banque et meurtre du policier Michael Reynolds, ont été condamnés par un Tribunal d'exception, à partir d'aveux obtenus par la violence physique et morale. Noel et Marie Murray étaient tous deux membres de la branche officielle du Sinn Fein jusqu'en 1973, date à laquelle ils le quittèrent en raison du changement politique du mouvement républicain officiel.

Les manifestations de soutien se sont poursuivies en Grande-Bretagne, avec notamment une journée d'action, le 24 novembre, à Leeds, Bradford, York et Brighton. La succursale de l'Allied Irish Bank de Coventry a été occupée. Des tracts ont été distribués à Leicester et Colchester, ainsi que sur le parcours de la Marche pour la Paix qui s'est déroulée à Londres, le 27 novembre. Une manifestation de soutien a également eu lieu à Londres, le 4 décembre, de Marble Arch à Kilburn, suivie d'un meeting.

La National Union of Minerworkers (Syndicat national des Mineurs) réclame la retraite à 60 ans pour ses membres. Ce syndicat veut la retraite à 60 ans en janvier prochain et à 55 ans en juin 1980. Cette revendication paraît bien modeste si l'on considère le travail pénible et dangereux qui est le leur, et alors que les banquiers partent en retraite à cet âge. Le National Coal Board qui les emploie leur propose la retraite à 62 ans après 25 ans de travail au fond. Le N.C.B. fonde son refus sur des arguments économiques : la retraite à 60 ans coûterait 100 millions de Livres la première année, ferait baisser la production de 10 millions de tonnes et nécessiterait l'embauche de 20.000 mineurs de plus en 1977. Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que l'industrie minière est, en Grande-Bretagne, une industrie nationalisée. Or, malgré cette nationalisation qui est supposée signifier « propriété et contrôle » par le peuple, le profit est toujours souverain : avec la nationalisation, seuls les patrons ont changé.

Il est évident que les mineurs, malgré la résistance de leur direction syndicale qui a de nombreux liens avec le Parti travailliste, forts d'une tradition de lutte et de solidarité, vont comme en 1973-74, opter pour l'action directe, mettant cette fois-ci en danger l'administration travailliste. Si les mineurs peuvent partir à la retraite à 55 ans dans les pays totalitaires tels que l'Espagne ou la Pologne, que peut signifier le mot « démocratie », si, dans les pays qui s'en réclament, les mineurs doivent travailler jusqu'à 65 ans ?

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Le danger nucléaire

Sans rencontrer d'opposition réelle au Bundestag, le gouvernement se lance dans le développement à outrance des centrales nucléaires, bien loin de se soucier de la pollution, des dangers courus par la population civile et des manifestations de protestation organisées par

cette dernière. Actuellement 14 centrales fonctionnent, 10 sont en construction, dont celle de Wyhl où les travaux ont été interrompus par suite des incidents que l'on sait. Les 14 centrales en fonctionnement produisent 6% du courant électrique utilisé ! On espère arriver au chiffre de 50% en 1985, avec 50 usines nucléaires. Un programme démentiel !

Un peu partout des comités civiques se sont créés et luttent contre cet envahissement nucléaire. Ils éditent des journaux pour informer l'opinion publique et, dans l'affaire de Wyhl, on a vu la révolte animer 35.000 personnes, que la police a dû maîtriser par hélicoptère sur les bords de l'Elbe polluée. Bilan : plus de cent blessés... et malgré tout une nouvelle centrale ouvre ses portes en bordure du grand fleuve.

Le gauchisme marxiste-léniniste au travail

On sait que nos camarades ont organisé une vingtaine de meetings pour faire connaître la C.N.T. espagnole à travers toute l'Allemagne (campagne sur laquelle l'ensemble de la presse, y compris celle de gauche, a gardé le plus profond silence). Dans l'ensemble, ces réunions ont connu un succès satisfaisant et ont donné lieu à des discussions intéressantes. Mais à Heidelberg, les marxistes-léninistes de la KBW (Ligue communiste) sabotèrent la réunion qui avait amené pourtant 500 personnes. Ils refusèrent d'abord de payer le prix d'entrée, pourtant modique, envahirent la salle, applaudirent quand un des leurs parlait, puis surtout empêchèrent odieusement les orateurs de faire leurs exposés.

La même semaine la KBW sabotait une autre réunion qui mettait en cause la justice politique et les agents provocateurs. Les 700 assistants ne purent entendre aucun orateur.

Il s'agit, dit un porte-parole du KBW, de mener le combat entre les deux lignes avec toute l'aplomb nécessaire. Pratiquer la non-violence à l'égard des communistes orthodoxes, gauchistes ou autres, serait un non-sens : qu'on se le dise à Heidelberg et ailleurs !

BELGIQUE

Chômage et... armement

Le nombre des chômeurs a plus que quadruplé de 1964 (50.000 chômeurs) à 1976 (250.000 chômeurs). La progression a été sensible surtout de 1974 à 1975 (170.000) et c'est dans la région wallonne que le secteur industriel donne le plus grand pourcentage de sans-emplois.

Quelle autogestion ?

Le Parti du rassemblement wallon (R.W.), formation parlementaire très importante, vient dans son récent congrès, d'opter pour l'autogestion. Ce parti éditait politiquement fédéraliste, on pourrait se réjouir de son accession à des idées libertaires... s'il n'était pas le soutien indispensable d'un gouvernement centraliste ! Le mot est à la mode en Belgique comme ailleurs et après cette autogestion d'inspiration libérale

ou centriste, voici une autogestion d'inspiration socialiste. Ecoutez le Séguy local de la F.G.T.B. : « La démocratie ne peut s'arrêter au gouvernement et au parlement, elle doit s'étendre à tous les niveaux économiques, sociaux et culturels. La liberté ne peut s'épanouir que dans l'organisation collective de la société ». Si l'on ajoute que les syndicats chrétiens prêchent aussi l'autogestion, il n'y a plus qu'à se demander qui n'est pas d'accord avec les anarchistes !

Renouveau libertaire

Le numéro 6 de la revue mensuelle *Alternative Libertaire* est paru (48 pages). Des groupes anarchistes sont en voie de formation un peu partout dans les grandes villes et nos camarades prévoient pour mai 77 un grand rassemblement libertaire sur le plan francophone qui jetterait les bases d'une coordination interrégionale. En Wallonie et à Bruxelles, les anarchistes sont, semble-t-il, toujours présents...

ESPAGNE

En bref...

Meetings et conférences sont, comme en France, Belgique, Italie, Suisse et Hollande, organisés d'abord pour parler de Bakounine cent ans après sa mort, et de Durruti 40 ans après sa tragique disparition.



Au dernier Plénum régional de Catalogne, nos camarades de la C.N.T. ont été dérangés par la police qui les a contraints de déménager pour terminer leurs discussions. En plus des délégués C.N.T. étaient présents des ouvriers en conflit avec leur patron (ouvriers des usines de radiateurs Roca), et les dockers du port de Barcelone. Une grève de solidarité a été déclenchée au port de Barcelone. Depuis plusieurs jours 30 paquebots attendent d'être déchargés. La C.N.T. appuie la lutte des ouvriers du port.

A la Roca-Gava (usine d'appareils de chauffage), les ouvriers ont rompu avec le syndicat C.N.S. vertical et revendiqué, malgré la répression armée de la police qui a évacué les usines, l'égalité des salaires devant les tâches à accomplir, dépassant ainsi de très loin les prudentes consignes des C.C.-O.O. jusqu'ici majoritaires.

A La Motor Iberica, la C.N.T. en tant que syndicat anarchiste affronte les défis patronaux et communistes, et réaffirme ses bases libertaires dans la presse.

Le syndicat de la Métallurgie C.N.T. à Barcelone prend en main les problèmes des ouvriers et invite tous ceux qui veulent agir à discuter et à s'unir.

Enfin le ridicule référendum espagnol imposé récemment par l'entourage de Juan Carlos au peuple nous rassure : il y aura du changement dans la démocratie parlementaire ! Peut-être libérera-t-on Fernando Carballo d'ici peu et avec lui tous nos camarades emprisonnés.

Mujeres libres

Un groupe de femmes a repris la tradition, modifiée et élargie, de l'ancienne organisation libertaire, « Mujeres Libres », créée peu avant juillet 1936 et qui avait cessé ses activités en février 1939.

Ce mouvement de femmes, qui existait déjà à Madrid, à Valence et en Andalousie, a fait depuis peu son apparition en Catalogne. L'objectif de ces nouvelles « Mujeres libres » est de travailler en faveur de la promotion et de l'émancipation de la femme. Mais la libération féminine n'est considérée comme un problème fondamental que dans la mesure où elle se situe dans le projet plus large de l'émancipation de la classe ouvrière avec la révolution libertaire.

Mujeres Libres apporte en plus une projection nouvelle par rapport aux autres groupes féministes à caractère plus radical. Ce mouvement accepte la collaboration du sexe masculin, considérant qu'il ne faut pas lutter contre l'homme, mais bien plutôt contre les structures tant politiques que sociales, responsables des oppositions permanentes entre l'homme et la femme. En outre, il réaffirme que la phase primordiale de la libération de la femme est l'émancipation économique.

(Barcelone, décembre 1976).

HOLLANDE

Les Portugais résidant en Hollande viennent de sortir le 3^e numéro de *Tierra Liure*, revue anarchiste dans laquelle nous avons pu lire des textes intéressants sur la Révolution russe et sur Anselmo Lorenzo. La F.A.F. salue fraternellement ces camarades qui développent si loin de chez eux nos idées communes.

U. R. S. S.

Stabilité made in U. R. S. S. !

Récemment, un article de l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou*, destiné aux pays étrangers, insistait sur l'IMPOSSIBILITE en Union Soviétique de l'inflation, telle que les travailleurs la subissent dans les Etats capitalistes, en Europe Occidentale notamment. Ce journal officiel expliquait que certains prix de produits alimentaires de première nécessité, de même que ceux des transports en commun (bus, métro) étaient stables depuis dix ans, et plus. Mais fort curieusement,

dans le même temps, le journaliste des *Nouvelles de Moscou* s'efforçait de justifier l'augmentation des prix de produits tels que vêtements, chaussures, réfrigérateurs, augmentation rendue inévitable en raison « d'une nette amélioration de leur qualité ».

Depuis, on a appris que d'autres hausses étaient intervenues, principalement sur les automobiles (5 ans du salaire d'un ouvrier !), les meubles, les journaux (hebdomadaires et mensuels), les quotidiens *Pravda* et *Izvestia*, quant à eux, n'étant pas touchés.

On s'attend également à une augmentation des prix de l'essence, des taxis, du téléphone.

Pour être plus concret, il convient de rappeler que le salaire mensuel moyen d'un ouvrier russe est (selon les statistiques officielles, donc probablement en dessous de la réalité) de 146 roubles (ou 973 de nos francs).

Quant au prix des chaussures, par exemple, il est déjà actuellement fort élevé (environ 60 roubles, soit 400 francs !), une paire de bottes revenant à 90 roubles, soit environ 600 francs.

Ces simples chiffres suffisent à montrer à quel point cet Etat totalitaire, baptisé « dictature du prolétariat », est éloigné de la société soi-disant « paradisiaque », tant vantée par la propagande du Parti unique ; et c'est ce système social despotique, bâti sur le bluff, et où l'injustice est aussi flagrante que dans le système capitaliste, que les communistes français voudraient nous imposer, en nous en cachant la vraie nature ?

U. S. A.

Si Steinbeck m'était conté...

Aux U.S.A. la taille des fermes croît à un rythme alarmant. Ce processus a atteint son point culminant dans le Kern County, en Californie, où une ferme se trouve être plus étendue que tout l'Etat de Rhode Island. Les fermes n'appartiennent plus aux paysans : elles sont devenues des « affaires » agricoles. Des 136.000 fermes qui existaient en Californie en 1930, il n'en reste plus aujourd'hui que 73.000.

Ces grandes « affaires » agricoles sont intégrées verticalement, ce qui veut dire qu'elles contrôlent aussi bien des usines d'engrais que des supermarchés. Leur seul but est le profit, sans souci aucun de la qualité des produits.

Elles font de gros profits, car elles emploient une main-d'œuvre inorganisée et migrante. Hommes, femmes et enfants ramassent ainsi raisin, pêches, salades et fraises destinés aux marchés américains et européens, pour des salaires dérisoires. Rien n'a changé depuis que John Steinbeck a écrit *Les Raisins de la colère*, en 1939. Les familles vivent toujours dans des camps de travail dépourvus d'aménagements sanitaires, avec des ressources qui sont inférieures au seuil de pauvreté reconnu officiellement par le gouvernement. Et de même, elles sont toujours soumises à la violence des forces de l'ordre, des propriétaires et des jaunes.

(d'après Freedom)

ICI ON EXPULSE, ON MURE, ON EXPLOITE

Le jeudi 9 décembre, à Paris, à l'appel de l'Inter-Comité du Marais (Comités de la rue Saint-Paul, de la rue Jean-de-Beausire, de la rue des Tournelles, de la rue des Escouffes, du quai de l'Hôtel-de-Ville, de la rue des Guillemites...), s'est déroulée une manifestation de la Bastille à l'Hôtel de Ville, regroupant environ 600 personnes. Objectif :

- arrêt de toute expulsion et maintien dans les lieux ;
- arrêt de toute opération de spéculation immobilière ;
- annulation de toutes les conventions de rénovation entre la ville et le secteur privé ;
- ouverture des logements vides au profit des mal-logés et des travailleurs des entreprises du quartier ;
- réfection légère des immeubles dans le cadre de la loi de 1948.

Dans le quartier du Marais, 5.000 logements sont abandonnés aux mains des spéculateurs de l'espace immobilier, sociétés privées (R.I.V.P., S.O.R.E.M.A., C.O.G.E.D.I.M.) ou dépendantes de l'Etat, cependant que 7.000 familles restent inscrites au fichier des « mal-logés » dans le quartier ! Dernièrement deux de ces familles ont occupé deux appartements, soutenues par l'Inter-Comité.

Depuis plusieurs années, des quartiers entiers de Paris (XIIIe, XVe, XXe arrondissements, Roquette, Marais, les Halles...) subissent une totale restauration, soit par destruction, comme pour les Halles, soit par « rénovation », comme pour le Marais. Ces travaux sont effectués sous prétexte d'« insalubrité » ou de « remise en valeur » historique, alors que, depuis 30 ans, la plupart de ces immeubles sont laissés à l'abandon et sans entretien aucun par la ville de Paris.

Cette situation engendre une spéculation effrénée sur le prix du mètre carré (jusqu'à un million de francs anciens) et une augmentation inconsidérée du loyer (jusqu'à 300%), ce qui a pour conséquence la déportation massive des travailleurs non rentables vers les cités-dortoirs (45.000 depuis 15 ans !). Aucun reclassement dans les lieux n'est envisagé par les Pouvoirs publics.

Ladite restauration n'a qu'un seul but : LE PROFIT.

Une lutte s'est engagée entre les occupants de ces immeubles et les spéculateurs et promoteurs. Des comités de quartiers se sont

créés, regroupant les habitants, par rue, par immeuble. D'abord comités de défense pour résister aux expulsions et demeurer dans les lieux, ces comités devinrent vite

Tout ceci nécessite une information rapide sur le plan juridique, une popularisation de la lutte, le développement de la solidarité, en en parlant autour de soi, en se grou-



Rue François-Miron. « Spéculation : la fortune vient en murant »

offensifs et réclament aujourd'hui des « relogements corrects » dans le quartier : les immeubles vides existent.

En signalant les menaces qui pèsent sur chacun des habitants du quartier concerné.

Unis sur des intérêts communs, les habitants vont mener une lutte concrète qui ira en s'intensifiant. Elle fera échec aux spéculateurs et aux Pouvoirs publics ; en mars 1975, 3.000 manifestants s'opposèrent au projet Maegh.

Un contrôle populaire se met en place qui remet en cause le pouvoir des sociétés immobilières, liées aux banques, et de l'Etat sur les habitants. Cette prise en charge de l'environnement urbain par les habitants eux-mêmes soulève le problème de l'autogestion « urbaine ». Elle marque un premier pas vers sa réalisation. Cette prise de conscience du « droit au logement », du « droit à la ville », permet d'élargir le concept d'autogestion au domaine de l'urbanisme, si souvent ignoré par les militants révolutionnaires et communalistes (on retrouvera dans ces comités de quartiers des militants du P.S., du P.S.U.). Ce contrôle populaire de l'espace urbain par les habitants eux-mêmes n'est qu'une étape préliminaire à l'AUTOGESTION GENERALISEE de la commune.

Le pouvoir considérable de l'Etat et du capitalisme nécessite une étude approfondie du phénomène d'urbanisation qui écrase l'individu et les masses dans les structures aliénantes de la ville « mégalopolis ». Il ne s'agit plus seulement de construire sa maison ou la maison commune, il s'agit de reconstruire l'habitat, c'est-à-

dire la durée et l'étendue des rapports sociaux » (Paul Virilio, Monde Libertaire n° 223, juin 1976).

Cette lutte pour l'« habitat social » ne peut plus être limitée aujourd'hui à un quartier. Elle doit s'étendre à la ville entière et viser à une refonte totale de l'idée dominante de l'antagonisme ville-campagne et à une redéfinition socio-politique et culturelle de l'habitat.

Cette pratique exige une collaboration étroite de toutes les catégories sociales intéressées et compétentes dans le domaine de l'urbanisme, des travailleurs occupants et des travailleurs créateurs de l'habitat (architectes, maçons, etc.). Sans cette collaboration, la prise en charge du milieu urbain par les habitants est illusoire et restera l'objet de manœuvres réformistes, électoralistes, et l'individu subira la dictature de l'architecte comme il subit actuellement celle du promoteur : le capitaliste faisant place au spécialiste, au technocrate, au pouvoir de celui qui sait sur celui qui ignore.

La ville est à prendre ! Comme l'usine et la terre. Il appartient à tous les travailleurs non seulement d'exercer leur contrôle sur l'espace urbain, mais encore de repenser, d'organiser et enfin de gérer la commune. Une telle lutte s'inscrit dans la lutte globale pour une société anarchiste.

Groupe Emma GOLDMAN.

Procès du nucléaire à Bordeaux

Le lundi 29 novembre comparait devant le tribunal de Bordeaux 15 antinucléaires inculpés au titre de la loi anti-casseur (voir inf. M.L. de nov. 76).

500 personnes environ s'étaient mobilisées pour un procès d'une durée de 6 heures. Inculpés et témoins entendaient faire de ce procès celui du nucléaire et essayèrent ainsi d'imposer leur point de vue à un juge qui, manifestement, ne voulait s'en tenir qu'aux faits : participation et rôle des inculpés pendant les manifestations des 10 avril et 11 mai 1975. Il refusa d'entendre les motivations des inculpés : « Vous n'êtes pas dans une réunion publique », et répliqua à Arthur (de La Gueule Ouverte) qui s'interrogeait sur le sort des générations futures : « Je ne suis pas là pour

ça ». En fait, l'attitude du juge répondait à la demande d'E.D.F., par l'intermédiaire de son avocat : « Le tribunal n'a pas à s'interroger sur le problème philosophique, ni à se prononcer sur une décision prise par le parlement, émanation de la « nation » (sic) ».

« Bris de clôture ou procès du nucléaire » ? L'Etat et la « Justice » ont intérêt à cantonner les inculpés dans le domaine du droit commun. En effet, la loi anticasseur permet (et ce procès le prouve une fois encore) de « dépolitiser » les actes de légitime défense des antinucléaires contre la violence de l'Etat, ici E.D.F. En assimilant les douze paysans de Braud-et-St-Louis à des voyous (briseurs de clôture), la « Justice » essaie de les marginaliser du reste de la population.

Si la presse (Le Monde, Sud-Ouest) a donné un compte rendu de ce procès, elle en a minimisé la portée, en particulier la remise en cause, pour la première fois en France au cours d'un procès, du programme nucléaire. Le mouvement antinucléaire doit prendre en considération cet état de fait et chercher d'autres moyens d'action que la « tribune » soi-disant offerte par un procès. Il est d'ailleurs tout à fait significatif que le pouvoir tente d'asphyxier la lutte antinucléaire par une série de procès au cours desquels, bien entendu, la « Justice » joue à plein son rôle de représentante patentée dudit pouvoir.

G. BERNARD, A. MOIZEAU.

COMMUNIQUE

Procès Larzac, le 6 janvier, à Saintes

En 1975, un paysan-travailleur, Romain Laroche, renvoyait son livret militaire pour protester contre l'extension du camp militaire sur le plateau du Larzac. Il passera en procès le jeudi 6 janvier au Tribunal d'instance de Saintes. Venez nombreux assister à la parodie de justice !

Vient de paraître :

aux Editions Champ Libre : EUVRES COMPLETES DE BAKOUNINE Tome IV

En vente à Publico. Prix 80 F

CONTRE LE VIOL

Il a toujours existé et il existe encore des luttes réformistes et des luttes révolutionnaires ; nous les retrouvons dans tous les mouvements à caractère spécifique. Il existe un autre point commun à tous les mouvements spécifiques, c'est de partir de leur spécificité, à savoir : un Breton est avant tout Breton, un homosexuel avant tout homosexuel, une femme avant tout femme, etc. Il resterait à savoir comment, en fonction de l'analyse propre et commune à chaque mouvement spécifique, une Bretonne homosexuelle pourrait se situer : Bretonne d'abord, femme ensuite et à la finale homosexuelle ou bien dans un autre ordre ; la manière de se situer va-t-elle être définitive ou se modifier en fonction des situations vécues ?

De plus, dans les luttes menées par les mouvements spécifiques, on retrouve des individus dont les intérêts sont totalement opposés dans une société à caractère global, à savoir : le patron breton a-t-il des intérêts qui se recoupent avec l'ouvrier breton ? L'homosexuel de luxe a-t-il des intérêts communs avec l'homosexuel des quartiers pauvres ? Et la bourgeoise du XVI^e en a-t-elle avec la bonne qu'elle emploie ?

Il est certain que si la lutte des mouvements spécifiques devait aboutir à un bouleversement de la société, on verrait bien vite une partie de ces individus qui composent ces mouvements spécifiques, courir au grand galop pour défendre ses intérêts de classe.

Après cette brève analyse des mouvements spécifiques, voyons les luttes qu'ils mènent pour se libérer de leur condition.

Nous disions au début qu'il existait des luttes réformistes à l'intérieur de ces mouvements.

Quelles sont-elles ? Et tout d'abord, qu'est-ce qu'une lutte réformiste ?

Pour nous une lutte réformiste est tout ce qui est proposé dans ce combat particulier et qui peut s'inscrire dans la société capitaliste sans pour cela la bouleverser. Par exemple, au niveau de la lutte des femmes : le droit à la contraception et à l'avortement, un salaire égal pour un travail égal à celui des hommes, un salaire pour la femme au foyer, etc. Il serait vain de croire que le système capitaliste, s'il se trouve acculé, comme pour l'avortement, ne pourra pas satisfaire ce genre de revendication ; il n'entre pas non plus dans notre propos de dire que certaines de ces luttes ne sont pas justifiées ni nécessaires, mais il n'en demeure pas moins qu'elles sont réformistes.

En ce qui concerne les luttes révolutionnaires, il en est une que les mouvements féministes pratiquent depuis quelque temps : la lutte contre le viol.

Qu'est-ce que le viol ? Juridiquement parlant, « il n'y a viol que si un homme introduit de force son pénis dans le vagin de la victime » ; mais pour nous, le viol c'est toute forme de rapport sexuel imposé de force à une personne par une autre.

« L'origine de la première famille dans le sens patriarcal — et du premier viol légal (1) —, famille bien différente de celle que l'on entend de nos jours par ce mot, fut exactement la même que l'origine de l'Etat. Le chef vainqueur s'empare d'un pays et de tous les habitants qui s'y trouvent : c'est un fondateur d'empire. Chaque guerrier qui fait partie de la bande conquérante a sa part de butin : terre, choses et hommes. Tout ce qui obéira désormais en qualité d'esclave ou de

concubine fait partie de la « famille », terme qui désigna primitivement l'ensemble des biens, meubles, enfants et serviteurs » (2).

Dès lors, le premier élément du viol va apparaître et se légaliser : la femme devient la propriété de l'homme et, au cours de l'histoire, elle va rester cette propriété, propriété du père, du frère, du mari. C'est à juste titre que les femmes dans le manifeste du viol déclarent : « L'accès des hommes au corps des femmes est pour chaque homme un droit qui n'est limité que par la propriété exercée par un autre homme sur une femme. La femme qui n'a pas de propriétaire est la propriété de tous ».

La propriété c'est donc non seulement le vol, comme l'a dit Proudhon, mais c'est aussi le viol.

La réalité du viol, c'est aussi le mythe d'une sexualité masculine virile et incontrôlable et d'une sexualité féminine passive et soumise qu'on colporte depuis des temps immémoriaux, et qui fut proclamé par Freud comme un dogme selon lequel les femmes sont masochistes par nature et sollicitent le plaisir par la douleur (tous les symptômes du viol quoi !).

Le mythe de la sexualité est bien à l'image de la réalité sociale : dominant/dominé ; et c'est plus qu'une caricature.

Il existe un phénomène d'ordre économique lié à cette idée « d'impulsion puissante de l'homme » qui doit être immédiatement satisfaite par une catégorie de femmes coopératives, mises à part et formellement patentées à cet effet. En vérité, jusqu'au jour où la prostitution aura totalement disparu, l'idée fautive selon laquelle l'accès au corps féminin est un complément du pouvoir et des privilèges masculins, continuera à alimenter la mentalité du violeur.

L'éducation joue un rôle important dans le viol (comme dans le reste, d'ailleurs). Ce sont les parents qui disent à leur fille : « Ne parles pas au Monsieur si tu ne le connais pas » et si, par malheur, il arrivait à la petite fille de parler au Monsieur, les réprimandes tomberaient, si ce ne sont les gifles.

Ainsi dresse-t-on la femme dès son enfance à vivre dans un climat d'insécurité et surtout lui apprend-on à se sentir coupable.

La culpabilité continuera plus tard s'il lui arrive d'être violée (car elle l'aura sûrement provoqué par ses attitudes, sa tenue vestimentaire, etc.).

La publicité, les medias, les bandes dessinées, les romans, les films, etc., nous montrent toujours des clichés de la femme provocante, objet sexuel, et qui aime à sentir la virilité de l'homme, pour ne pas dire l'agressivité, jusque dans ses rapports sexuels.

On voit donc l'image du viol entretenue dans cette société parce qu'elle en est sa base, et en temps de guerre ce sont les mêmes hommes ordinaires qu'on rend extraordinaires ; seules les conditions changent, mais elles sont toujours alimentées par les mêmes conceptions : l'homme conquérant, la femme à conquérir.

Face à cette violence, que proposent les féministes ? L'une d'entre elles déclare : « Je ne suis pas de celles qui emploient le mot révolutionnaire à la légère, mais l'intégration totale des femmes dans les services de police — et par totale j'entends 50/50 pas moins — est un but révolutionnaire de la plus haute importance pour les droits des femmes. Et si nous continuons à avoir des armées alors on doit aussi n'y faire preuve d'aucune ségrégation, de même nos services de procureurs généraux d'Etat. Bref, toute la structure du pouvoir légal de la nation doit être débarrassée de la domination et du contrôle masculins, si les femmes doivent cesser d'être un protectorat colonisé par les hommes » (3).

Ce n'est pas la négation du pouvoir parce qu'il est maudit, comme le disait Louise Michel, qui intéresse cette féministe, mais la participation au pouvoir à part égale avec les hommes, comme Françoise Giroud.

Le concept choisi par les féministes pour parler du viol, c'est la justice : « Je veux faire remarquer ici que je suis de ceux qui considèrent une peine de prison comme une solution juste et légitime au problème de l'activité criminelle, la meilleure solution que nous ayons aujourd'hui comme châtiment civilisé et pour exercer un effet préventif contre de futurs crimes » (4).

C'est pour cette raison que les mouvements féministes veulent que le viol soit jugé aux assises. Comme le dit Gisèle Halimi, avocate et membre du mouvement Choisir : « Nous ne gagnerons que si nous avons prise sur l'opinion. Et je me sers du procès pour cela. Un procès intéresse toujours profondément les gens par sa progression dramatique ».

Ainsi le recours en justice pour les féministes les plus avancées consiste-t-il à être conscientes que la justice est pourrie, mais à l'utiliser pour alarmer l'opinion.

Pas plus d'ailleurs que la peine de mort ne saurait empêcher les crimes sadiques, la condamnation au maximum ne saura empêcher le viol. Il est bien évident que l'exemplarité de la peine ne saurait empêcher ces actes.

Il n'est pas question de critiquer les femmes qui ont recours à la justice lorsqu'elles sont victimes du viol et, en dépit de tout, nous les comprenons.

Mais l'utilisation de cette parodie de justice par les mouvements féministes pour alarmer l'opinion, nous semble plus que dangereuse. Car l'utilisation des structures du pouvoir existant pour lutter contre ce même pouvoir a toujours été une erreur monumentale. Nous connaissons la théorie de certains qui risque aussi d'être celle des mouvements féministes à plus ou moins brève échéance, et qui consiste à utiliser les élections et proposer des candidats pour soi-disant « dénoncer » publiquement, « grâce aux avantages » que présente l'électoratisme, les tares du « système ».

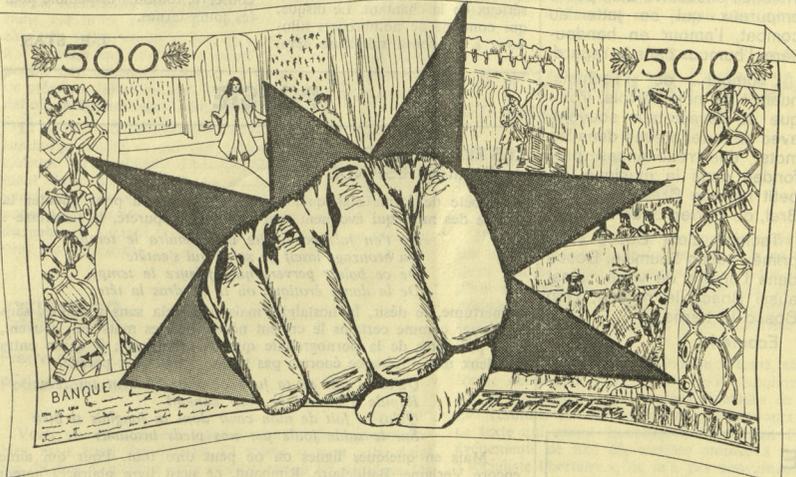
Ce n'est pas Marchais et consorts qui feront disparaître l'exploitation salariale, malgré leur conviction. Pas plus qu'Halimi et consorts ne feront disparaître le problème du viol en utilisant à chaque fois les structures d'un pouvoir existant qui, de par son utilisation même, ne fait que les consolider.

Un jour prochain, lorsque le problème du viol aura suffisamment touché l'opinion publique, tous les partis le récupéreront (comme n'importe quelle lutte) pour l'inscrire dans leur programme électoral. De même que Ponia peut très bien tripler ses effectifs et nous coller un flic à chaque carrefour, histoire d'assurer la sécurité des Françaises.

La publicité faite autour du viol est extrêmement dangereuse si l'on ne prend pas le soin de déclarer que le problème du viol est insoluble dans la société actuelle, car il en est un des fondements. C'est la raison pour laquelle la lutte contre le viol est une lutte révolutionnaire qui ne peut aboutir qu'à un refus de la propriété (qu'est la femme pour l'homme).

Tant qu'un seul être humain (femme ou homme) sera asservi, notre liberté sera réduite à un asservissement et l'asservissement d'un seul être humain est la négation de notre propre liberté.

Dominique et J.-C. DEVINCK.



350.000 F pour le Monde Libertaire
Souscrivez massivement !

(1) C'est nous qui rajoutons.

(2) Elisée Reclus : « L'homme et la terre ».

(3) Suzan Brownmiller : « Le viol ».

(4) Suzan Brownmiller : « Le viol ».

A PROPOS D'HENRI TACHAN...

« Entre l'amour et l'amitié
Ils ont barbelé des fron-
[tières]... »

Des noms, fréro, des
noms...

Entre ton amour mythique
pour Marguerite et ta rencon-
tre onirique avec cette « mie
que tu ne connais pas », un
jour, « quand l'été revien-
dra », une seule frontière :
l'instant présent. Sont-ce les
mêmes qui le hérissent de
ces grilles antirêves que ta
voix fait plier, en nous, de
temps en temps ?...

Des noms, fréro, des
noms...

Dix ans qu'Henri Tachan
gueule tendrement, sans
concessions, sans rancœur,
et sans haine... Si fort qu'on
ne sait plus si son chant est
appel désespéré, S.O.S. ou
avertissement dénonciateur.
Sur l'écho de notre solitude,
son cri résonne haut et clair,
comme étendard flottant
contre les vents de la conne-
rie, de l'ignorance, de la va-
cherie, de l'hypocrisie...

Certains journalistes, au-
jourd'hui animateurs à l'O.R.
T.F., s'étonnaient qu'il ne
s'engageât pas ! Il ne s'enga-
ge pas, il objecte, il déserte...
Motivations d'ordre philo-
sophique ? Condamné
quand même... au ghetto des
invidés... aux enclos de
l'oubli... Il s'y sentira moins
seul...

« J'suis venu, j'ai vu, je
[suis vaincu]
Y'avait pas un chat dans
[la rue] »

Une bataille, pas la guer-
re... Il a succombé sous le
nombre. Il a besoin de ren-
forts... Faudrait le dire... Si
vous connaissez quelqu'un
de haut placé, qui a le bras
long, du côté des gens
biens, parlez-lui d'Henri Ta-
chan. Il est vrai qu'on ne le
connaît guère. Il refuse son
existence même ; on l'a
connu « tabac, godasse,
banknote, yatch, sardine,
chien, Vivaldi, Beethoven »,
s'identifiant à tant d'objets
anodins, de personnages
illustres qu'on ne sait s'il est

ambitieux, modeste, com-
plexé, avide de gloire, cré-
vant d'humilité...

« La vie,
C'est la fleur sans fusil
C'est la fleur sans patrie ».
« J'ai déclaré la guerre,
La guerre à la connerie,
La guerre à la guéguerre ».

Pas d'ambiguïté, un cons-
tat clair, un message géné-
reux qu'il nous adresse, à
nous, ses frères de solitude,
mais aussi aux autres, ceux
qui l'ignorent, de l'autre côté
du « mur »... « c'est pas d'la
faute à ma concierge... ». Il
les comprend, il les aime ;
son combat, c'est pour eux...

Mais contre qui ?

Il n'a pas défini précisé-
ment ces forces obscures
qui le rejettent en lui-même
et qui l'obligent à s'exprimer
à travers ce Moi parfois in-
quisiteur, encombrant, domi-
nateur. C'est pour cela sans
doute que la plupart de ses
textes sont écrits à la pre-
mière personne du singulier
avec des « ils », représentation
presque métaphysique de
l'Ennemi. Il faudrait pas que
ça recommence. « Je ne veux
pas d'enfant pour consoler
ma mort... qui sèche au ta-
bleau noir ou premier de sa
classe... ».

Dis donc, Henri, et si ton
père...

La vieillesse ? La mort ?
« Je ne veux pas vieillir, je ne
veux pas mourir », « que vien-
ne le temps de vieillir, que
j'ai mon regard d'écolier ».
Éléments contradictoires d'un
propos désespéré, crainte
d'une mort plus spirituelle
que physique... La fin d'un
combat avec, au passage, le
retour à la naïveté infantile...
Le refus conceptuel de ce
regard anxieux sur une so-
ciété déshumanisée, dépoé-
tisée. Le refus aussi des ma-
nifestations inconscientes de
l'instinct profond, pulsions
obsessionnelles qui le troub-
lent dans sa pureté origi-
nelle.

« J'avais peur de mourir
con, de mourir en silence ».

Il ne veut pas, mais il n'a

plus peur. L'enfant sauvage,
s'il ne s'est apprivoisé, s'est
intégré du bout du cœur à
l'implacable machine qui lui
a imposé d'exister... « Que
peu à peu je m'apprivoise ». Il
aura fallu toute l'amitié des
autres, souvent non mani-
festée, qu'il réclame en re-
tour de son chant, pour qu'il
bondisse hors de sa coquille,
gueulant sa révolte contre
l'injustice, l'intolérance, l'op-
pression insidieuse exercée
sur les consciences et qui
incite au meurtre... avec au
bout « la grimace de la guil-
lotine »... pour l'exemple.

Cette analyse courageuse,
généreuse, instinctive, je la
conteste toutefois. Es-tu sûr,
fréro, que ce sont les ima-
ges obscènes montrées à la
télé, au ciné... qui conduisent
le sadique au viol, la violence
étalée au meurtre ? Tu amor-
ces pourtant la discussion :
« C'est peut-être la faute au
public si on gratie les
pousse-au-crime ». Ne crois-
tu pas qu'il faudrait voir plus
loin, saper à la base les
structures répressives de
notre morale ? Cette morale
que tu nies pourtant si fort.

Aimer. « De la fillette en
madame » jusqu'à ce qu'elle
vienne. Dans sa longue quête
de la liberté, les « barbelés »
de l'amour se sont aussi
dressés devant lui avec, pour
les franchir, les blessures
sur la mémoire. C'est un
amour salvateur qu'il nous
conte : un refuge, la seule
arme défensive qu'on a dû
lui accorder. De toute façon
il n'en veut pas d'autre... Non-
violence excessive d'un poète
amoureux qui se jette au
combat, l'amour en bandou-
lière, l'humour dans le regard.

L'humour de Tachan...
nuancé de noir parfois, ironi-
que et dévastateur souvent,
avec de la tendresse dans les
mots, des résonances pro-
fondes dans la musique, un
petit rien de Brassens et de
Brel, de Darien et de Céline...

Tachan, c'est Bosco l'op-
primé, Bosco l'humilié, Bosco
dans l'ombre de vivre ; c'est
aussi Bosco le rebelle, Don
Bosco le héros.

Ecoute-le.

Jean ROCHE.

LE DOUZIÈME BRASSENS

Pour sa rentrée à Bobino où,
prisonnier de sa popularité, il est
la vedette d'un spectacle de lon-
gue durée, Georges BRASSENS
nous a gâtés.

Le disque qui vient de sortir
des presses de Philips (stéréo
9101 092) nous apporte *in exten-
so* les nouveautés du tour de
chant de notre ami. Quatorze
chansons nouvelles qui viennent
récompenser la longue et impa-
tiente attente des amis du « go-
rille ». Quatorze belles pierres qui
viennent, pour notre plus grand
plaisir, s'ajouter au monument dé-
jà considérable de son œuvre.

Méticuleux, jaloux de sa belle
écriture, il aura cette fois encore
satisfait tous ceux qui, en matière
de chanson, ne se contentent pas
de roucouler ou de vociféra-
tions. Fidèle à la morale qui nous
est commune, il enfonce méthodi-
quement, inlassablement son coin
dans la morale bourgeoise, à telle
enseigne que sa façon de voir la
vie n'offusque pratiquement plus
aucun des « passants honnêtes »
qui vont l'applaudir.

Facétieux comme toujours, ce
bourru au grand cœur aura tou-
jours la manière (le tour disent
les Wallons) pour faire cheminer
ses vues. Fidèle, il l'est aussi aux
amis qui œuvrent avec lui : on re-
trouve avec plaisir ses accompa-
gnateurs, le bon Pierre Nicolas à
la contrebasse, toujours discret
mais efficace, et l'excellent Joël
Favreau à la seconde guitare ;
notons qu'il a mis ses intimes à
contribution pour reprendre en
chœur *Tempête dans un bénitier*,
sans doute inspirée à Georges par
Mgr Lefebvre à son corps défen-
dant (« sans le latin, la messe
nous emmerde »). Cette charge
est en passe de relayer *Fernande*
chez les typos siffleurs de mon
atelier et sera bientôt rejointe par
Mélanie dont la lubrique mono-
manie ne peut être bien racontée
que par Brassens, un Brassens
qui ne parvient pas à garder son
sérieux en la chantant. Le disque,
qui contient de nombreuses allu-
sions à la chose religieuse sera,

je n'en doute pas, décrié par des
penseurs moins libres que fanati-
ques et imperméables à l'humour
de notre ami. Quant à nous, nous
n'en voudrions pas au « cureton »
de *La Messe au pendu* qui
s'écriant : « Mort à toute peine
de mort ! » contredit à point nom-
mé le tonitruant démagogue de
Je suis pour. Autre charge que
le provocateur au meurtre précité
peut méditer : *Les patriotes* ; ici
Brassens oppose malicieusement
les invalides bellicistes à ceux qui,
disposant de tous leurs moyens
physiques, préfèrent l'amour à la
guerre ; il use pour ce faire d'une
série d'invectives que les sup-
pôts du dieu Mars ne peuvent
contester qu'en se mettant les
rieurs à dos.

Dans *Don Juan*, notre ami à
l'aide d'images bien à lui, rend
hommage aux originaux, aux non-
conformistes, à ceux qui, comme
lui, suivent « les chemins qui ne
mènent pas à Rome ». Après
avoir encore fouaillé « les emmer-
deresses » avec *Les Casseuses*, et
le laudateur insidieux qui finit par
être victime de ses pièges, *Lèche-
cocu*, Brassens pourfend encore
dans *Montélimar* ceux qui aban-
donnent leurs compagnons, qua-
drupèdes gênants, coupables de
lèse-vacances ; déplore en une su-
perbe page les artifices de la vie
actuelle : *Histoire de faussaire*, et
nous régale de deux chansons
d'amour de son cru *Les ricochets*
et *Cupidon s'en fout*. Il y a
encore *Le Modeste*, où Georges
s'autoprotéraitise peut-être incons-
cientement, *Le boulevard du temps
qui passe*, bilan un peu mélancoli-
que de la trop fugace jeunesse
que l'on souhaitait plus construc-
tive. Mais au début du disque,
Georges nous rassure avec *Trom-
pe-la-mort* : nous irons encore
l'applaudir longtemps (c'est heu-
reux pour nous et pour la chan-
son), « c'est pas demain la veille
qu'il fera ses adieux ». D'ores et
déjà voilà une heure de joie en
conservation, toujours disponible pour
les jours ternes.

J.-F. STAS.

POÉSIE

LES FILLES-FLEURS de Raymond ESPINOS

Poète de forme classique, Raymond Espinos a pour chanter la
femme des mots qui évoquent tout à la fois la pureté, la tendresse :

*Ne t'en fais pas petite il reviendra le temps
Du bronzage lascif au soleil qui s'entête
De ce baiser pervers qui effleure le temps
De la danse érotique où tu perdras la tête*

l'amertume, le désir, la nostalgie, mais tout cela sans trivialité, sans
employer comme certains le croient nécessaire des mots qui, souvent,
sont plus près de la pornographie que de l'érotisme ; il existe entre
les deux une différence énorme pas toujours très bien perçue.

*Qu'as-tu fait de ta jupe où s'étreignaient tes reins
Rapide à exciter le désir ennemi
Qu'as-tu fait de mon cœur dont tu jonglais si bien
Sur le sable foulé par nos pieds insoumis*

Mais en quelques lignes on ne peut dire tout. Pour qui aime
encore Verlaine, Baudelaire, Rimbaud, ce petit livre plaira. L'auteur
croit encore, et il a raison, à l'amour d'un Roméo pour sa Juliette,
d'un Tristan pour son Yseult, d'un Des Grieux pour sa Manon :

*Semblable à Des Grieux maudissant sa Manon
Avant de pardonner l'infâme perfidie
J'étais prêt à souffrir d'une angoisse sans nom
Pour garder ton amour et pour que tu souries.*

G. PLOU

VIENT DE PARAÎTRE
aux Editions du "Monde Libertaire"
LA PILULE OU LA BOMBE

par Maurice LAISANT

En vente à PUBLICO

PRIX 21 F



LA PILULE OU LA BOMBE

par Maurice LAISANT
Editions du Monde Libertaire

Voici le second volume de la **Bibliothèque Anarchiste**, une collection créée par la Fédération Anarchiste et qui a pour vocation de rassembler les ouvrages classiques de notre mouvement et ceux de notre génération. C'est dire qu'elle se propose d'inscrire la continuité de notre pensée dans le mouvement de la pensée contemporaine. Qu'on nous comprenne bien ! Il ne s'agit pas d'expliquer, dans cette collection, ce qu'ont voulu dire les grands anciens, comme cela se fait beaucoup en ce moment. Les grands anciens s'expliquent bien par la seule lecture de leurs écrits. Il s'agit, en partant d'eux, d'inscrire leur théorie dans le mouvement de la vie qui transforme le monde. Et c'est, pour sa part, ce qu'a voulu faire Maurice Laisant.

Tout le monde connaît Maurice Laisant qui fut, pendant plus de vingt ans, secrétaire de notre Fédération Anarchiste. Avec **La pilule ou la bombe**, il nous donne un livre qui fait le point sur les efforts de notre mouvement libertaire pour expliquer les méfaits de la démographie, qui souligne le grave danger d'une démographie galopante et qui envisage les remèdes à une situation qui conduit le monde à la catastrophe. Et en ce sens, ce livre s'ouvre sur l'actualité la plus brûlante. Ce qu'a bien senti Maurice Laisant, c'est que le problème des naissances n'est pas une fin en soi, mais qu'il débouche sur tous les problèmes qui se posent à l'homme en lutte pour son émancipation. Et l'auteur traite à la fois de la santé, de la guerre, de la pollution et, en fin de compte, de la société capitaliste, laquelle ne construit par des structures, une économie et une morale pour libérer l'homme, mais bien plutôt pour l'asservir à un Etat tout entier au service des classes dirigeantes et dont la vocation consiste à protéger et à étendre ses profits.

Mais ce livre nous apprend également que le principe bourgeois de la **famille** est profondément ancré dans tous les milieux, y compris le milieu ouvrier et révolutionnaire, et nous comprenons, à sa lecture, les réticences d'hommes comme Elisée Reclus ou Pierre Kropotkine à s'enager dans cette voie. Ils ont eu tort et nous sentons bien aujourd'hui que Paul Robin et Eugène Humbert avaient raison. La lutte pour la limitation des naissances est d'une actualité brûlante et tous les efforts des savants du Club de Rome sont, en ce sens, dirigés vers une forme d'action préconisée, à la fin du siècle dernier, par les anarchistes.

Je signalerai enfin que ce livre est le premier de cette collection que nous devons à un auteur de notre génération, et que nous continuerons à enrichir notre **Bibliothèque Anarchiste** en alternant ainsi anciens et contemporains, car notre volonté est de créer une littérature anarchiste de notre temps, et non pas une littérature consacrée à l'Histoire qui, comme chacun le sait, est une vieille putain que chacun troussait à sa manière. Une littérature de création s'ajoutant aux œuvres du passé : ainsi peut-on définir la **Bibliothèque Anarchiste**.

Et le livre de Maurice Laisant, écrit clairement, sans surcharge inutile et qui fait référence aux meilleurs spécialistes du problème démographique, s'inscrit parfaitement dans notre projet. Je souhaite donc que chaque camarade le fasse figurer sur un rayon de sa bibliothèque, auprès du premier volume de la collection, **La conquête du pain**, en laissant une place pour ceux qui ne manqueront pas de suivre.

ŒUVRES

Pierre KROPOTKINE
Petite Collection Maspéro

Voici un ouvrage qui possède des qualités incontestables, mais aussi des défauts. Et même si mon petit doigt me dit que l'auteur n'aime pas beaucoup les critiques (ce dont je me fous royalement), je vais déjà aborder ses défauts avant de parler de ses qualités. Je n'aime pas la présentation de cet ouvrage qui est en fait une anthologie dont les morceaux sont commentés par l'auteur, si bien qu'il faut faire un effort pour comprendre qu'il s'agit de textes extraits de l'œuvre complète et commentés. Il me semble qu'il aurait été plus simple de le dire nettement.

L'ouvrage est un choix de textes pris dans une œuvre copieuse et nul n'ignore tout ce qu'il peut y avoir d'arbitraire dans des travaux de ce genre. Pour ma part, je pense que, pour connaître un auteur, il est préférable de le lire plutôt que de lire ce qu'autrui en pense.

Cela dit, il s'agit d'un ouvrage honnête dont les textes sont convenablement choisis, les commentaires sobres, et qu'on peut accepter ou refuser. Un livre utile dont la lecture ne dispense pas de lire l'Œuvre de Kropotkine, bien au contraire ! En publiant cet ouvrage, l'auteur poursuit un but louable : remettre Kropotkine dans une actualité qui avait tendance à l'oublier. Et en ce sens, il a à mon avis raison. Kropotkine a certainement été le plus complet, le plus universel de nos théoriciens anarchistes. Il a compris qu'une transformation économique, même si elle est nécessaire, n'est pas suffisante pour transformer une société et que, sans une modification des structures et des rapports entre les individus, donc de la morale, les hommes ne feraient que changer, en définitive, la classe qui les exploite.

Je pense, pour ma part, que l'erreur de Kropotkine fut précisément de trop définir dans le détail son modèle de société et de figoler ainsi un monde du socialisme à partir d'éléments économiques toujours en mouvement. Or, à l'issue de la Première Guerre mondiale, la théorie de la prise au tas n'apparaissait déjà plus comme une évidence. Pourtant il arrive actuellement à Kropotkine ce qui est arrivé depuis toujours aux esprits véritablement profonds : un certain nombre de ses idées ressurgissent et s'étalent comme des évidences. C'est ce qu'avait bien compris mon vieil ami Fayolle qui, peu de temps avant de mourir, écrivait dans **La Rue** que les temps prédits par Kropotkine venaient et qu'« il ne s'agissait plus de réunir autour des sources d'énergie d'immenses complexes industriels, mais de transporter cette énergie sur le champ d'habitat des hommes » ; et que « cette décentralisation qui ramènerait la production à l'échelle humaine redonnerait une nouvelle vie au projet communiste libertaire de Kropotkine ». Pour ma part, je crois que Fayolle avait raison et, comme le pense également l'auteur, j'estime que le temps est venu de relire sérieusement Kropotkine.

Enfin, dans un dernier chapitre, l'auteur a eu l'heureuse idée de rassembler les critiques adressées à l'Œuvre de Kropotkine par différents journalistes anarchistes, en particulier par Malatesta et Berneri. Je dois avouer que c'est la partie de l'ouvrage qui m'a le plus intéressé car j'ignorais la plupart de ces textes. Les commentaires de l'auteur m'ont également intéressé, encore que je ne perçoive pas clairement la filiation qui peut exister entre Kropotkine et Besnard.

Il s'agit donc d'un ouvrage sérieux qui fera connaître Kropotkine et qui incitera à découvrir de manière plus approfondie l'Œuvre d'un homme plein de bon sens qui déclarait : « Marx ne m'a jamais rien appris ».

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET NOUS

par Daniel GUÉRIN
Petite Collection Maspéro

J'ai une estime particulière pour le travail de Guérin sur la Révolution Française, même si je ne suis pas toujours d'accord avec les analyses qu'il nous livre. Aujourd'hui il publie un texte qui, à l'origine, devait être une préface à **La lutte de classes sous la Première République**, et qui nous permet de suivre le cheminement de la pensée de l'auteur.

Guérin est un homme de bonne volonté, séduit par une forme de pensée « libertaire » qu'il s'applique à plaquer sur la formation marxiste-révolutionnaire de sa jeunesse. Les résultats ne me paraissent pas toujours probants et ce texte qui essaie de relier la Révolution Française aux événements de mai 68, comme préface à une révolution « socialiste libertaire », ne m'a pas convaincu. Il faut dire que je suis de moins en moins séduit par les mots et que ce qui m'intéresse, c'est ce que chacun y apporte comme contenu.

Ce parallélisme entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne, cette référence aux masses populaires, moteur de la révolution bourgeoise, tout cet attirail du dépassement par les masses de la révolution bourgeoise

comme ce fut le cas en 1917 en Russie, ce raisonnement qui pue le matérialisme historique et la dialectique, me semblent dépassés, me paraissent appartenir à la préhistoire du mouvement ouvrier. Le char de Guérin se trouve sur des rails qui le conduiront fatalement où il ne veut pas aller, et il peut bien remuer du vent avec ses bras, le convoi le mènera inmanquablement à la dictature. Les anciens ont bien essayé de graisser le marxisme avec un peu de démocratie : ils n'ont pas mieux réussi que lui avec son projet « libertaire ».

Il est vrai que la révolution de 89 fut une révolution bourgeoise, il est vrai qu'il faut faire un effort pour trouver, même chez les Enragés, une esquisse de proposition révolutionnaire, voire anarchiste. En vérité, la Révolution Française fut une révolution politique et c'est là que se situe la différence fondamentale entre Guérin et nous, et certainement entre Bakounine, qui fut le premier à voir clair, et tous les marxistes, « libertaires » ou non.

Toute révolution politique aboutit au remplacement d'une classe par une autre. Toute révolution économique qui prétendrait se faire en parallèle à une révolution politique, et dont elle se voudrait en quelque sorte le complément, aboutirait à son écrasement pur et simple. Toute révolution économique doit se faire contre la politique, celle qu'elle combat ou celle qu'on lui propose. Le triomphe de la révolution libertaire, c'est l'abolition de toutes les structures politiques et la prédominance de l'économie. Bakounine, quoi qu'en pensent nos petits marxistes de pacotille, n'a jamais dit autre chose.

Penser que la révolution politique et économique engendrera, par un dépassement, le socialisme libertaire est un non-sens. La coexistence ne peut aboutir, comme ce fut le cas en Russie, comme ce fut le cas en 89, qu'à la constitution d'une classe dirigeante.

Guérin et les autres, admirateurs de l'histoire à travers le matérialisme historique, cette duperie, feraient bien d'y penser.

LA LIBRAIRIE PUBLICO VOUS PROPOSE

BAKOUNINE	
Dieu et l'Etat	6,00
Lettre au journal « La Liberté » de Bruxelles	5,00
La Commune de Paris	2,50
BALKANSKI G.	
Le Fascisme hier et aujourd'hui	3,00
BARRUÉ Jean	
L'Anarchisme aujourd'hui	11,00
BELLAMY Edouard	
Parabole du réservoir d'eau	1,00
CAMPION Léo	
Zo d'Axa	2,00
DAVE Victor	
Michel Bakounine et Karl Marx	2,50
DOMMANGET Maurice	
Babeuf et la Conjuración des Egaux	5,00
Eugène Varlin	8,00
ERNESTAN	
La Contre-révolution étatiste	1,50
FABRI L.	
Qu'est-ce que l'Anarchie ?	2,00
GAUCHON	
Le Pacifisme intégral	3,00
GILLE Paul	
La Pensée chinoise et son rôle	1,50
GRAVE Jean	
Si j'avais à parler aux électeurs	2,50
GUILLAUME James	
Lettres à Luigi Fabbri	2,50
HEM DAY	
F. Ferrer, sa vie, son œuvre	3,00
JACQUES Jean	
Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime	6,00
JOYEUX Maurice	
Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière	8,00
Les Anarchistes et la guerre en Palestine	8,00
L'Hydre de Lerne	3,00
KOLLONTAI A.	
L'Opposition ouvrière	5,00
KROPOTKINE Pierre	
Liberté et Autorité	2,50
Fatalité de la Révolution	2,50

POUR L'ÉGALITÉ

L'un des principes sur lesquels repose notre philosophie reste l'égalité économique entre les individus. Nous disons bien économique, c'est-à-dire la possibilité pour tout travailleur de disposer d'un revenu égalitaire, quelle que soit sa tâche, quelles que soient les fonctions qu'il accomplit au sein d'une entreprise.

Ces propos semblent utopiques et absurdes tant nous sommes habitués à vivre dans un milieu où la différenciation de qualification se traduit par une différenciation monétaire. Pourtant, à salaire égal, viendrait-il à l'idée d'un ouvrier d'occuper la fonction créatrice ou de décision d'un ingénieur et, inversement, l'ingénieur pourrait-il — toujours à salaire égal — cesser son activité pour faire un travail que son imagination, sa force peut-être, lui refuserait ?

Toute personne qui, sans a priori, veut bien réfléchir au problème, conviendra avec nous de l'absurdité qui fait que, dans nos sociétés, un travailleur manuel n'a pas le droit à la même part du gâteau qu'un travailleur « intellectuel », alors que l'utilité sociale de l'un ou de l'autre s'inscrit dans un tout indissociable, est forcément solidaire parce que complémentaire.

Au fond de nous-mêmes, par habitude et nécessité imposée, nous avons admis l'idée de noblesse attachée à certaines tâches, donc implicitement reconnu l'inégalité. Les tenants du système l'ont d'ailleurs intégrée, puis favorisée au travers de leur idéologie du profit et de la concurrence, deux options fondamentales du capitalisme porteuses d'injustices économiques. Autant dire que le mal est profond et particulièrement difficile à déraciner, car baignant dans ce milieu l'homme nécessairement s'en pénètre. Admettre la diversité, la différence existant entre toutes les tâches réalisées par l'activité humaine n'implique pas, pour nous, la justification des différenciations de revenus. Reconnaître la variété des compétences et des aptitudes entre les hommes n'implique pas pour cela la légitimation de l'inégalité économique qui prévaut actuellement.

CLASSEMENT DES BRANCHES SUIVANT LE NIVEAU DES SALAIRES

(Salaires nets annuels moyens des ouvriers en 1972)

Branches à hauts salaires		
1. Pétrole		27.193
2. Eau, gaz, électricité		22.002
3. Industries polygraphiques		20.556
4. Industrie du verre		18.900
5. Industries chimiques		18.496
Branches à bas salaires		
1. B.T.P.		14.921
2. Bois et ameublement		13.381
3. Textiles		13.268
4. Cuir et peaux		12.159
5. Habillement		10.887
Ecart habillement / pétrole		1 à 2,5
Ecart habillement / imprimerie		1 à 1,9

En vérité, l'inégalité économique reste à l'origine de tous nos maux, de la constitution des sociétés en classes, de l'établissement de philosophies et d'institutions autoritaires justifiant et perpétuant l'injustice entre les hommes. Et à partir de ce raisonnement, on peut affirmer qu'à l'Est comme à l'Ouest aucun régime, aucun système en place ne remet fondamentalement en cause ce principe

d'inégalité. Rien d'étonnant si le socialisme que l'on nous propose est un socialisme de goulags, quoi qu'on en dise, ou un libéralisme qui n'a de libéral que « L'enrichissez-vous » de Guizot à l'adresse d'une minorité bourgeoise.

Les uns et les autres nous bâtissent des systèmes d'oppression de l'homme par l'homme. Ce qui n'est pas sérieux, c'est de vouloir favoriser l'éclosion d'un système « idéal » sans bousculer les fondements sur lesquels s'appuie cette société engluée dans ses principes inégalitaires.

NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL POUR L'ACHAT :

	Panier de la ménagère	Loyer mensuel (3 pièces)	Appareils ménagers	Vêtements Hommes
Amsterdam	18,33	48	182	40,50
Bruxelles	18,50	49	252	46,33
Bombay	94,33	191	3.243	200
Londres	18,80	75	215	47
Madrid	22,75	72	298	49,50
New York	10	79	108	29,80
Paris	19,33	107	193	52
Rio de Janeiro ..	30	203	391	86
Rome	22,50	80	136	50,80
Singapour	38	351	391	94

Établi sur la base du salaire net moyen horaire d'un instituteur, d'un chauffeur d'autobus, d'une secrétaire. (Rapport de l'Union de Banques suisses. Début 1975).

Il ne peut y avoir de mieux-être qu'en rompant définitivement avec tous ceux qui participent au maintien des privilèges acquis et en favorisant une véritable redistribution générale du revenu national. Une analyse détaillée des inégalités en France nous laisse entrevoir l'étendue du problème et sa savante complexité, voulue et entretenue par les tenants du système, ce qui rend même difficile la négociation d'une simple réduction de l'éventail hiérarchique des salaires. Le patronat et certains syndicats, pour des raisons peut-être différentes mais qui, finalement, aboutissent au même résultat, entendent bien perpétuer cet état de fait qui mutuellement les arrange.

Ainsi l'écart entre les catégories salariées va de 1 à 13. Cet écart est une moyenne, ce qui implique l'existence d'extrêmes particulièrement importants et qui ne font pas l'objet d'une déclaration. Les sources fiscales sont par nature inexactes et ne reflètent que très partiellement l'ensemble des revenus réels où subsiste une fraude considérable, notamment par l'intermédiaire des professions libérales.

A qualification comparable, le salaire varie entre homme et femme de 29 à 54 %. La différence est profonde et éminemment injuste. Et, même si l'effet de discrimination tend à une réduction progressive, rien ne permet d'affirmer qu'à plus ou moins brève échéance il y aura parité. Malheureusement nos exploités ont de bien sordides arguments pour pérenniser une situation écœurante.

D'autres considérations militent en faveur de l'inégalité. Ainsi l'écart salarial entre Paris et la province, qui va jusqu'à 45 %. Le même travail n'a donc pas la même valeur selon que l'on réside à Paris, à Lyon ou à Toulouse. Enfin, autre et dernier exemple, l'âge est aussi facteur d'inégalité dans nombre de secteurs d'activité, dont le bâtiment, où les travailleurs, après avoir été « rentables », assistent à une diminution de leurs revenus salariaux.

On connaît les effets. Les causes ne diffèrent guère de celles d'il y a 100, 200 ou 2000 ans de civilisation. Les inégalités économiques appartiennent aux nécessités de fonctionnement de tout système d'exploitation de l'homme par l'homme. La domination de classe implique le maintien de privilèges, l'existence de différenciations économiques et leur justification morale, elles-mêmes génératrices de nouvelles inégalités, de nouvelles classes.

Le rétrécissement de l'éventail, position pourtant réformiste et pouvant apparaître comme un moyen terme, n'est pas même accepté par l'ensemble des travailleurs, et crée des difficultés liées à la pression des catégories « parvenues », désireuses de maintenir des positions relatives. Mais aussi, cela pose des problèmes économiques au niveau d'un patronat qui se satisfait de verser des bas salaires et qui s'inquiète de la survie, par manque de compétitivité, de ses industries.

REPARTITION (en %) DES OUVRIERS ET DES EMPLOYÉS SELON LE SEXE ET LA QUALIFICATION POUR L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

Ouvriers	%	Employés	%
Hommes			
Qualifiés	54,5	Cadres supérieurs ..	5,1
Semi-qualifiés ..	30,0	Autres cadres ..	21,7
Non qualifiés ..	15,5	Assistants	28,5
		Employés d'exécution	21,7
		Maîtrise supérieure	13,4
		Autre maîtrise ..	9,6
Femmes			
Qualifiées	13,2	Cadres supérieurs ..	0,7
Semi-qualifiées ..	50,6	Autres cadres ..	4,7
Non qualifiées ..	36,2	Assistants	8,3
		Employées d'exécution	82,8
		Maîtrise supérieure	1,6
		Autre maîtrise ..	1,9
Ensemble			
Qualifiés	44,9	Cadres supérieurs ..	3,8
Semi-qualifiés ..	34,8	Autres cadres ..	16,7
Non qualifiés ..	20,3	Assistants	22,4
		Employés d'exécution	39,9
		Maîtrise supérieure	9,9
		Autre maîtrise ..	7,3

Dans le cadre du système, les uns et les autres n'ont que très partiellement raison, car il s'agit du maintien de certaines situations. Mais, pour que cela change, encore faudrait-il modifier les équilibres généraux, c'est-à-dire remodeler la vie économique et sociale. Et ne pas donner seulement l'impression de changer quelque chose alors qu'en entend d'abord pérenniser les avantages acquis. La démagogie politicienne n'a jamais changé quelque chose. Au mieux, elle n'a pu que légaliser un état de fait résultant de la lutte des travailleurs pour arracher des droits.

Seul un grand mouvement populaire et libérateur peut modifier durablement cette situation d'injustices, d'inégalités et d'autorité. Seule la prise en main de notre destinée permettra de balayer vingt siècles d'histoire de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Roland BOSDEVEIX.